

sous la direction
de Jean Maitron

dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international

縣城工農兵維埃代表大會全體代表表



LA CHINE

Sous la direction de L. BIANCO et Y. CHEVRIER

Les Éditions Ouvrières

Presses de la Fondation Nationale
des Sciences Politiques

Ouvrage publié avec le concours du C.N.R.S.



**DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE
DU
MOUVEMENT OUVRIER INTERNATIONAL
LA CHINE**

DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE DU MOUVEMENT OUVRIER INTERNATIONAL

Publié sous la direction
de Jean MAITRON

LA CHINE

Ouvrage collectif rédigé sous la direction de
Lucien BIANCO et Yves CHEVRIER

*Cet ouvrage est publié avec le concours
du Centre national de la recherche scientifique
(C.N.R.S.)*

Jean-Luc DOMENACH
François GODEMENT
Jacques MANENT
Alain ROUX

Les Éditions Ouvrières
Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques

Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français

publié sous la direction de Jean MAITRON

PREMIÈRE PARTIE

1789-1864. De la Révolution française à la fondation de la Première Internationale

par R. DUFRASSE, G. DUVEAU, R. GOSSEZ, J. MAITRON,
J. VIDALENC et J. DAUTRY

DEUXIÈME PARTIE

1864-1871. La Première Internationale et la Commune par M. EGROT, J. MAITRON

TROISIÈME PARTIE

1871-1914. De la Commune à la Grande Guerre par H. DUBIEF, J. GAUMONT-J. GANS, M. LAUNAY, Y. LEQUIN, J. MAITRON, M. MOISSONNIER, A. OLIVESI, J. RAYMOND, M. REBÉRIOUX

QUATRIÈME PARTIE

1914-1939. De la Première à la Seconde Guerre mondiale par J. MAITRON et C. PENNETIER

Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier international

publié sous la direction de Jean MAITRON

Ouvrages parus :

A paraître en 1985 :

Autriche
Japon tomes 1 et 2
Grande-Bretagne tome 1

Grande-Bretagne
tome 2

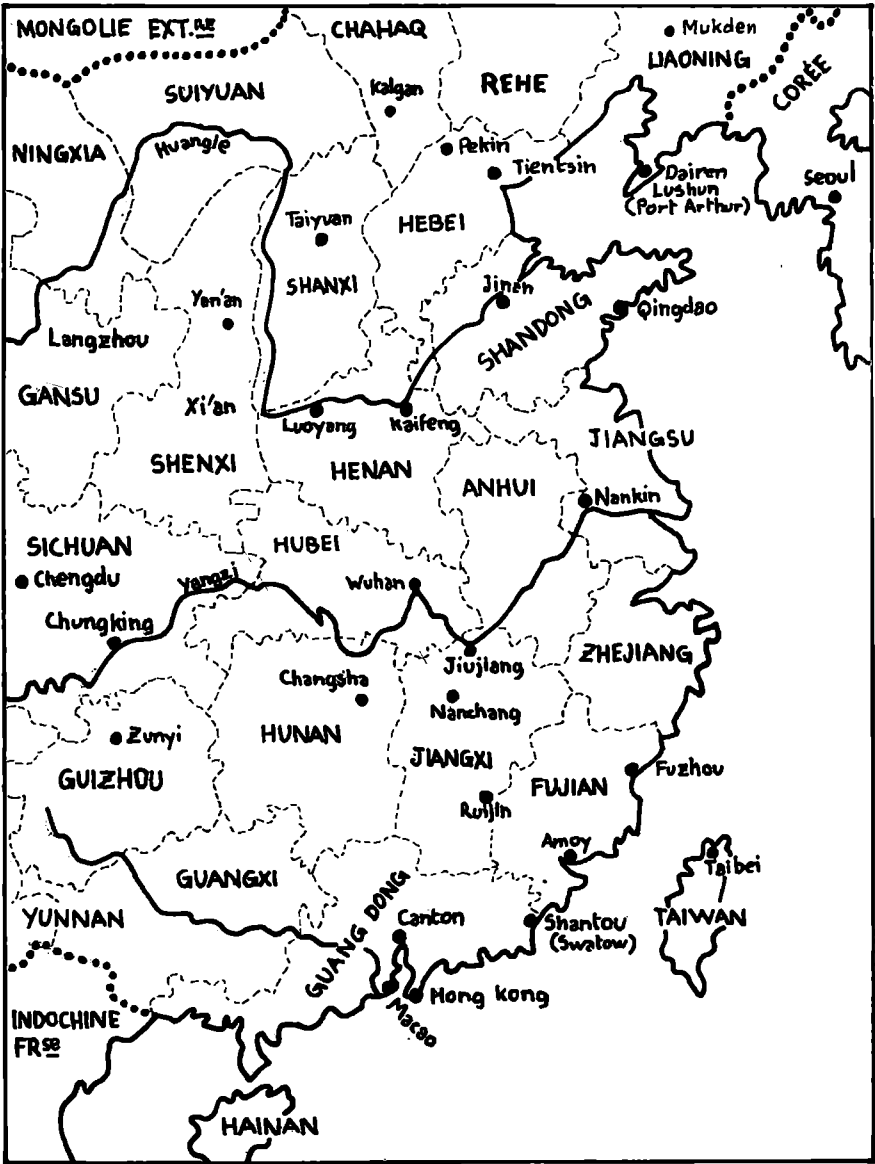
Tous droits réservés pour tous pays
© 1985, LES ÉDITIONS OUVRIÈRES ET PRESSES DE LA FONDATION
NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES, PARIS

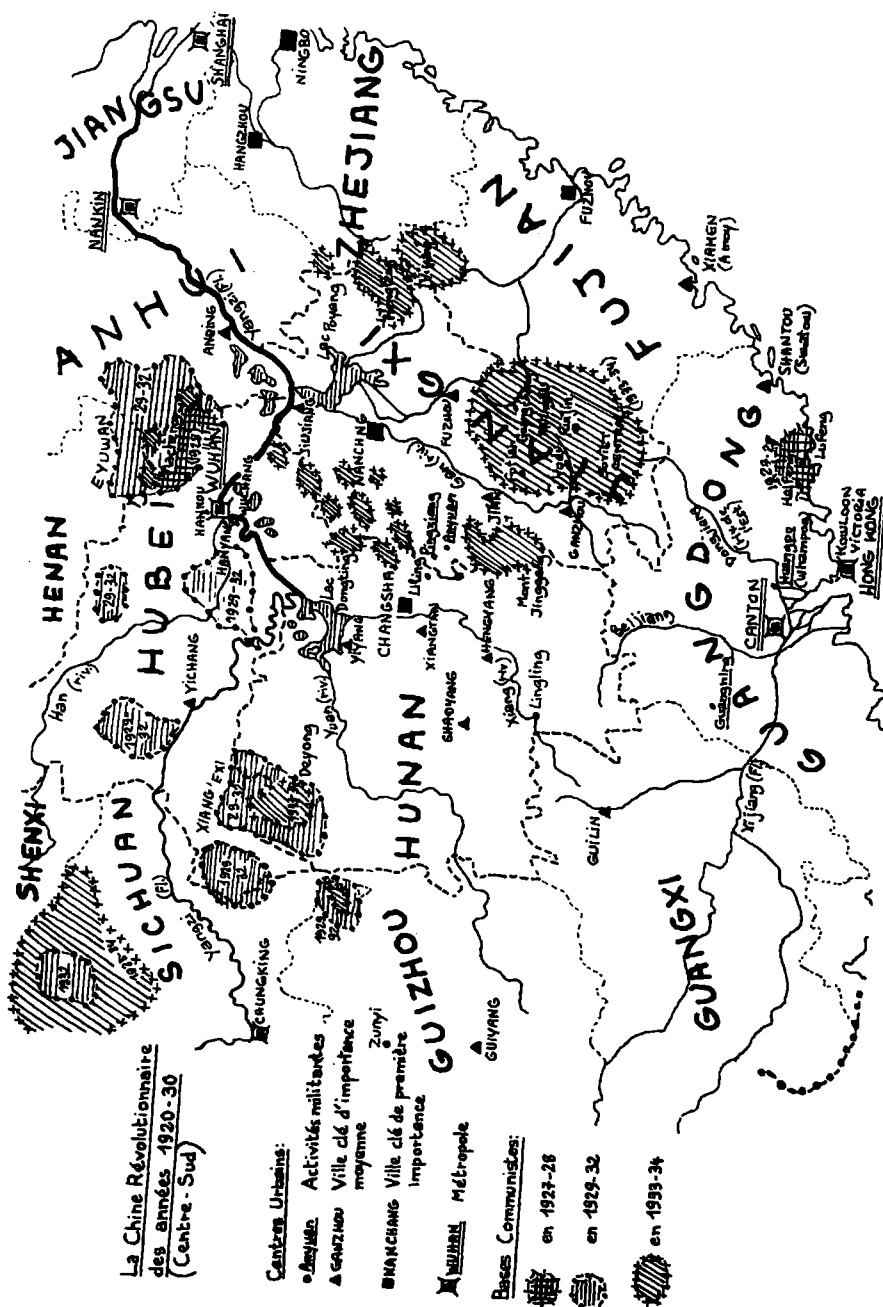
Imprimé en France

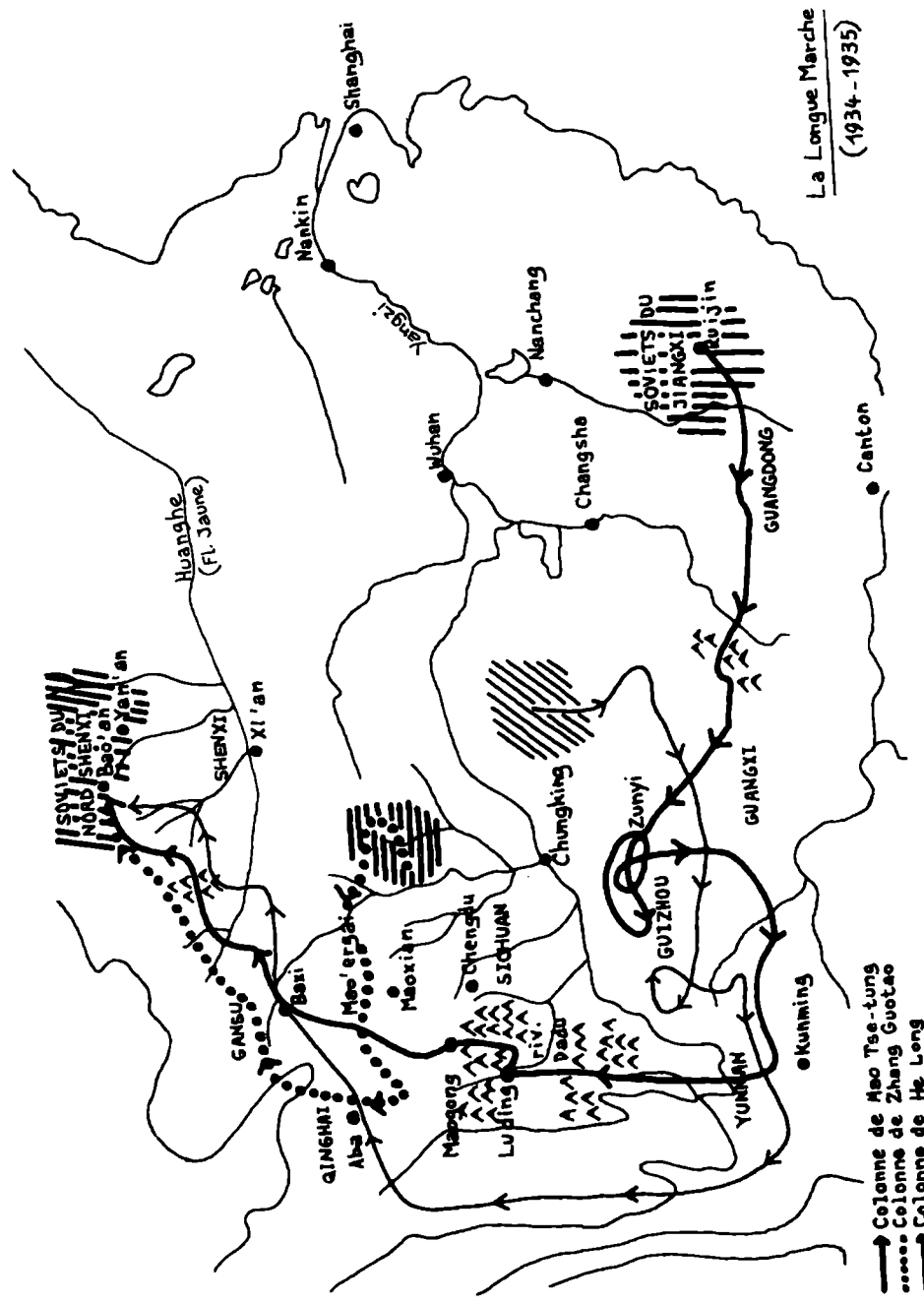
Printed in France

Les Éditions ouvrières — ISBN 2-7082-0117-005
Presses de la Fondation nationale des sciences politiques — ISBN 2-7246-0518-7

ISBN de la version numérique : 9782724685145
--

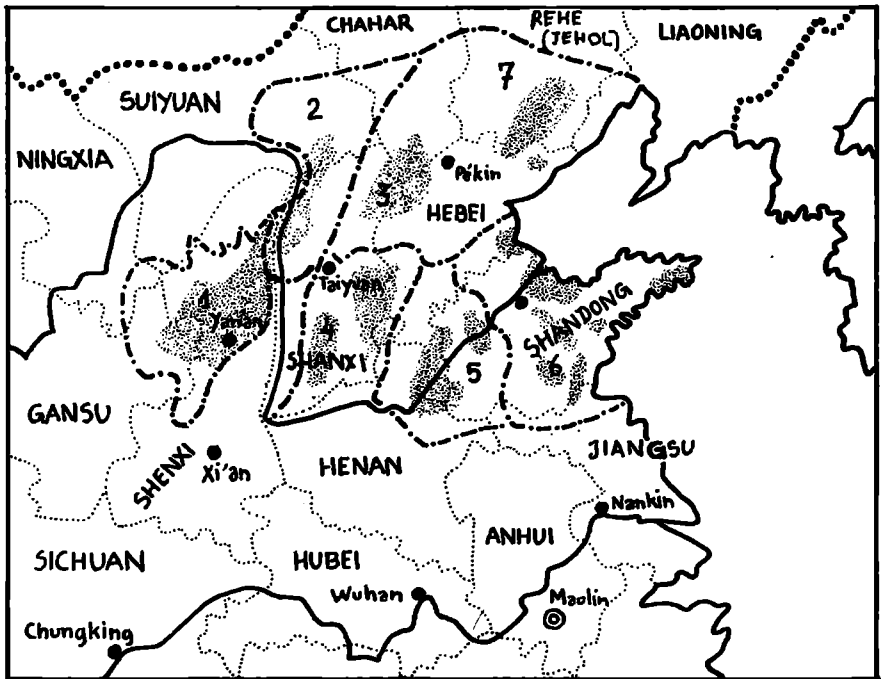






La Longue Marche
(1934-1935)

→ Colonne de Mao Tse-tung
..... Colonne de Zhang Guotao
→ Colonne de He Long



BASES DE GUÉRILLA COMMUNISTE EN CHINE DU NORD PENDANT LA GUERRE SINO-JAPONAISE, 1937-1945.

(Les bases de Chine centrale et celles qui relèvent des Nationalistes ne sont pas figurées. Les limites sont approximatives. En gris, bases communistes proprement dites, où le contrôle du P.C.C. s'exerce de manière stable et où l'Armée rouge opère régulièrement.)

⊙ Incident de la 4^e Armée nouvelle (janvier 1941).

1. Shensi-Gansu-Ningxia (Shenganning)
2. Shanxi-Suiyuan
3. Shanxi-Chahar-Hebei (Jinchaji)
4. Shanxi-Hebei-Henan
5. Shanxi-Hebei-Shandong-Henan (Jinjiluyu)
6. Shandong
7. Hebei-Rehe

AUJOURD'HUI, LA CHINE

Lorsque, en 1971, les Éditions Ouvrières ont publié l'Autriche, premier des Dictionnaires biographiques du Mouvement ouvrier international, j'ai voulu répondre à ce que je pensais être le besoin d'un large public d'historiens, de journalistes, de militants curieux d'histoire sociale. L'Autriche a été suivie en 1978 du Japon en deux volumes puis du premier tome de la Grande Bretagne en 1979. Aujourd'hui la Chine entend répondre à ce même besoin.

De même que les précédents volumes n'ont pu être publiés qu'après de longues années de prises de contact, discussions, réflexions, mises au point de toutes natures, de même le volume Chine n'a été élaboré et achevé qu'après lente maturation et, si j'en juge par le dossier conservé, douze années ont passé depuis ma première correspondance avec Lucien Bianco.

Ceux qui utilisent le Dictionnaire peuvent se poser des questions sur mes choix de publication. Les facteurs sont nombreux qui les déterminent : en dehors — et ce n'est pas rien — du choix du pays, de la rencontre du ou des auteurs possibles, de l'utilité commerciale de l'entreprise, etc., il y a quelque chose d'autre, assez indéfinissable mais dont je dirai qu'il est l'attraction très forte pour un sujet qui, des années durant, me retiendra, en dépit des obstacles. Ce fut le cas pour la Chine et, nombreux sont, je crois, les Français qui, comme moi, aspirent aujourd'hui à connaître ceux qui dirigent ou ont dirigé ses destinées. Et cela d'autant plus que cet immense pays : 10 millions de kilomètres carrés, 1 milliard d'habitants (vingt fois la France, que ce soit en superficie ou en population), demeure étranger ou mystérieux par son histoire millénaire et sa civilisation, une des plus vieilles du monde, qui nous devança en bien des domaines, par ses découvertes.

Œuvre des meilleurs sinologues français, l'ouvrage que nous présentons a bénéficié de travaux antérieurs et notamment de l'apport des Dictionnaires biographiques élaborés par les équipes américaines des Universités Harvard et Columbia qui nous ont autorisés à user de leurs recherches et de leurs publications et nous exprimons ici aux auteurs et éditeurs notre reconnaissance.

Comme les Dictionnaires déjà publiés, le Dictionnaire Chine est œuvre collective et les noms de ceux qui ont collaboré sont, comme il se doit, cités en bonne place. A tous va ma gratitude et tout particulièrement à Lucien Bianco qui, depuis toujours, est demeuré fidèle à l'entreprise, à ses

AUJOURD'HUI, LA CHINE

amis Yves Chevrier et Jean-Luc Domenach. Tout a été mis en œuvre pour satisfaire les utilisateurs du Dictionnaire qui trouveront une introduction historique, des cartes et, d'une façon générale, toutes indications indispensables à la lecture et à la compréhension des biographies.

Après l'avant-propos de L. Bianco et l'introduction historique d'Yves Chevrier, il n'y a pas intérêt à revenir sur ce qu'ils ont traité. Je me permettrai seulement de commenter brièvement le titre du Dictionnaire et de dire quelques mots sur le contenu de l'ouvrage. J'ai repris le titre général de la collection, bien que le terme « ouvrier » soit ici impropre mais il peut être accepté si on conserve son sens étymologique de « travailleur ».

A l'effondrement de l'Empire ont succédé deux Républiques : celle qui, de 1911 à 1949, aboutit à la domination de Chiang Kai-shek, de l'Etat Guomindang puis la République populaire, celle de Mao et de ses successeurs, Républiques surgies au cours d'une révolution quasi ininterrompue jusqu'à aujourd'hui, paysanne par les masses qui y prennent part, mais qui n'auraient constitué qu'une force aveugle si le P.C.C. (Parti communiste chinois), triomphant du Guomindang, n'en avait pris la direction pour s'attaquer au problème agraire et le résoudre essentiellement par une redistribution des terres. Le P.C.C. sut par ailleurs lutter efficacement contre les Japonais, doublant sa victoire sociale d'une victoire nationale et recueillant ainsi les suffrages de l'ensemble du peuple et de la nation. Nos amis ont présenté aux lecteurs français ces hommes qui ont accompli la Révolution populaire, qui ont été, non sans problèmes et affrontements, les bâtisseurs de l'ordre nouveau qui existe aujourd'hui en Chine, ceux qui sont les acteurs de la plus grande révolution paysanne de l'Histoire.

Ces hommes, qui sont-ils ? Je laisse à chacun le soin et le plaisir de les découvrir et je n'évoquerai ici que le nom de quelques-uns de ceux qui se sont formés en France, disons pour simplifier au collège de Montargis ou aux usines Renault. Ils appartiennent à l'origine à tous les courants de pensée socialiste : anarchiste comme Zhou Enlai, lecteur de Jean Grave avant de devenir léniniste, marxiste comme Cai Hesen, communiste comme Deng Xiaoping, un des dirigeants actuels de la Chine après avoir subi des éclipses. Tous y sont, j'entends par là que les auteurs du Dictionnaire, s'ils ont obligatoirement opéré des choix, n'ont jamais éliminé tel ou tel en raison de ses origines ou de sa trajectoire. Beaucoup des militants retenus ont payé tribut à la lutte et beaucoup y ont laissé leur vie. Leurs itinéraires pourraient constituer la trame de véritables romans et les lecteurs français se passionneront en même temps qu'ils s'instruiront en les découvrant.

Les dirigeants de la Chine actuelle, eux et leurs enfants, sauront-ils gérer et faire fructifier l'héritage ? Nous nous abstenons de répondre, étant des historiens et non des devins. C'est une nouvelle Longue Marche, et plus difficile encore que la première, qu'ils ont à accomplir. Elle a comporté déjà, elle comportera sans doute encore, bien des souffrances mais c'est aux hommes qu'il appartient d'écrire leur Histoire...

Jean Maitron

AVANT-PROPOS

Bien qu'il s'inscrive dans la vaste entreprise des dictionnaires du mouvement ouvrier (*Le Maitron*), le volume Chine est devenu par la force des choses un dictionnaire biographique du mouvement révolutionnaire chinois, avant comme après 1949. Entravé par une industrialisation tardive et incomplète, le mouvement ouvrier occupe, en effet, une place limitée dans l'histoire chinoise du XX^e siècle, y compris dans celle de la révolution et du Parti communiste. Limite plus nette encore pour l'historien que dans la réalité, car cette histoire est tronquée : après 1949, les documents font rarement état d'une agitation ouvrière, ils mentionnent peu de grèves et encore moins de militants ouvriers. Les caractères mêmes et les étapes de la révolution chinoise nous ont incités (et plus d'une fois contraints) à déborder le cadre du mouvement ouvrier proprement dit. De nombreux militants syndicaux actifs dans les années 1920 ont été à l'origine des étudiants ou intellectuels venus de la campagne. Beaucoup devinrent par la suite agitateurs paysans, puis commissaires politiques ou commandants d'une unité de l'Armée rouge et enfin gouverneurs de province ou hauts fonctionnaires en Chine populaire. La nature particulière d'une révolution où l'exercice local du pouvoir précède et conditionne sa conquête à l'échelle nationale fait que cette dernière métamorphose est déjà bien amorcée avant 1949 : nombre de carrières syndicales ont, dès l'époque de Yan'an (capitale communiste pendant la guerre sino-japonaise), versé dans les tâches d'encadrement. Tout en privilégiant dans le récit ou l'analyse travail syndical et agitation ouvrière, nous avons fait un sort à chaque étape ou avatar de ces carrières permanentes et changeantes : précisément parce qu'elles avaient partie liée avec la révolution, elles se modifiaient au gré de la fortune du mouvement révolutionnaire ou en fonction des impératifs de sa stratégie.

Nous ne pouvions naturellement pas recenser les dizaines de milliers de militants (et encore moins les millions d'obscurs) qui ont fait la révolution chinoise : à s'en tenir à la méthode adoptée pour le *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français*, vingt « Maitron » n'eussent pas suffi ! Quelque trois cent quatre-vingts notices doivent pourtant donner une vision assez équilibrée d'une période prodigieusement riche et variée : celle qui va des derniers soubresauts de l'Empire à l'après-Mao. Les grands noms, qui résument l'espace et la durée historique, font illusion en enjambant toute la période comme si elle n'avait été que le développement harmonieux autant qu'inéluctable d'un seul et même germe. Lire la bio-

AVANT-PROPOS

graphie de Mao, celle de Zhou Enlai, dont la vie unit les commencements du Parti communiste (fondé en 1921) à notre hier (ils meurent en 1976), c'est parcourir une coupe géologique : agitation intellectuelle du 4 Mai 1919, communisme des villes et grand rêve de l'union nationale dans les années 1920, guérillas des années 1930, union à nouveau et résistance anti-japonaise dans les années 1937-1945, guerre civile, plans quinquennaux, Grand Bond en avant, Révolution culturelle... Les cataclysmes des années 1960-1970 mettent fin au Parti tel qu'il s'était trempé dans les luttes et dans la victoire des années 1940. Le Dictionnaire-Chine donne à chaque époque son ampleur et sa dimension propres, explique chacune par l'ombre cumulée des passés abolis. Autant dire qu'il invite à la sérénité.

Comment entrer dans le bouillonnement du temps, des événements ? Quelques personnages phares, situés dans l'Introduction historique ou recommandés par leur réputation, peuvent être les guides d'une première lecture. Très vite cependant, grâce aux multiples liens tissés d'une notice à l'autre, d'un événement à l'autre par le système des renvois, la lecture abandonnera ces guides pour suivre les chemins multiples de la révolution à l'écoute de toutes les voix que nous avons cherché à faire entendre.

D'abord, bien sûr, celles des militants ouvriers : communistes, réformistes... ou anticommunistes. Tout en privilégiant militants ouvriers et communistes (ces deux catégories se chevauchent et rassemblent à elles seules la majorité des biographies), nous avons délibérément élargi l'angle. S'il a fallu limiter la place accordée aux militants et dirigeants nationalistes, nous ne nous sommes pas pour autant interdits de faire entendre la voix des perdants et des opposants au pouvoir communiste : anarchistes des années 1920, trotskistes des années 1930, syndicalistes contestataires des années 1950, écrivains, intellectuels non conformistes (le phénomène est permanent depuis que le Parti communiste a commencé à régenter la vie intellectuelle et artistique dans le Shanghai des années 1930), dissidents du Mouvement démocratique (1978 à 1980), mais aussi « activistes » maoïstes et anarcho-maoïstes (ce n'est pas tout à fait une alliance de mots) de la Révolution culturelle... Celles aussi de ceux qui, sans toujours s'engager activement, ont conçu ou tenté de penser l'avenir de la Chine. Philosophes marxistes, certes, mais aussi traditionalistes ou occidentalistes, sociologues, démographes des années 1920-1930. Ils sont l'héritage souvent négligé du communisme au pouvoir (surtout lorsqu'ils ont préconisé la maîtrise de la croissance démographique ou critiqué l'industrialisation « lourde » du pays à l'exemple soviétique).

Ce choix subjectif et donc contestable, nous n'avons pas hésité à le rendre plus arbitraire encore : en faisant une place à des figures de second plan pour l'unique raison que les recherches de tel ou tel membre de l'équipe ou la chance nous permettaient soit d'ajouter quelques détails inédits aux connaissances accumulées par les spécialistes, soit d'orienter la réflexion du lecteur dans d'autres directions. Ont ainsi trouvé place dans ce dictionnaire des militants du mouvement ouvrier shanghaien étudié par Alain Roux, des cadres communistes de la province du Henan (Jean-Luc Domenach), des meneurs paysans (L. Bianco). A côté des recherches personnelles, la chance : j'ai eu le privilège de participer à plus de soixante heures d'interviews de Peng Shuzhi, qui fut l'un des principaux dirigeants

AVANT-PROPOS

du Parti communiste chinois entre 1924 et 1927. Exclu en 1929, il anima ensuite le mouvement trotskiste en Chine. Une quinzaine de biographies, qui n'auraient autrement pas trouvé place dans cet ouvrage, ont été incluses en raison des révélations de Peng ; pour la même raison, quelques autres ont été développées plus qu'elles ne le méritaient. Elles corrigent un peu l'inévitable « mao-centrisme » d'une historiographie dépendante des matériaux publiés en Chine populaire (précisons qu'en Chine même le « mao-centrisme » est devenu moins flagrant depuis qu'une « Résolution historique », adoptée en 1981, a fait la part officielle des mérites et démérites du Père fondateur).

Notre dictionnaire, en somme, s'est voulu représentatif puisqu'il lui était impossible d'être exhaustif. Représentatif, il l'est aussi d'un certain état de l'actualité politique et de l'information au moment de la rédaction. En chantier pendant plusieurs années, celle-ci était achevée pour l'essentiel en 1978, date à laquelle la parution a été différée en raison de difficultés matérielles. Aussi certaines notices sont-elles consacrées à des dirigeants communistes dont le rôle a décliné alors que d'autres, artisans de l'après-Mao (époque qui, précisément, revêt son visage actuel à partir de 1978), sont traités plus sommairement ou même pas du tout. Comme un dictionnaire historique ne peut courir après l'actualité, nous nous sommes bornés à actualiser les notices les plus importantes (Deng Xiaoping, Hua Guofeng, etc.) et à compléter au moyen de notations concises telle ou telle biographie rédigée voici cinq ou six ans. Cette mise à jour succincte est, à quelques exceptions près, arrêtée à la date du 1^{er} octobre 1983. L'actualité historiographique ne s'est pas davantage figée en 1978. Si les allées et venues de l'histoire récente nous ont valu d'enregistrer les révélations de l'immédiat après-Mao après celles de la Révolution culturelle, en revanche nous n'avons pu tenir compte qu'exceptionnellement (lorsque telle ou telle notice était encore en chantier) de l'effort plus systématique entrepris par les historiens du P.C.C. en Chine populaire depuis le début des années 1980, effort qu'illustre notamment l'importante collection *Zhonggong dangshi renwu zhuan* (Biographies des personnalités historiques du P.C.C.) publiée par l'Association chinoise pour l'étude des personnalités historiques du Parti (*Zhonggong dangshi renwu yanjiuhui*).

Sur ceux des protagonistes de la révolution chinoise que nous avons choisi de sacrifier à d'obscurs militants ouvriers (ou paysans), le lecteur trouvera souvent de plus amples détails chez nos principaux devanciers en langues occidentales. Nous leur devons beaucoup.

— L'ouvrage le plus important est sans conteste le Dictionnaire biographique du communisme chinois (*Biographic Dictionary of Chinese Communism, 1921-1965*), par Donald W. Klein et Anne B. Clark, Harvard University Press (Cambridge, Mass., U.S.A.), 1971. En deux volumes, 433 biographies et près de 1 200 pages, les auteurs retracent la vie et l'activité de la plupart des dirigeants influents du mouvement communiste chinois, des origines à la veille de la révolution culturelle. Certaines parties de nos biographies se fondent pour l'essentiel sur cette somme irremplaçable. Nous remercions les auteurs et l'éditeur de l'aimable permission qu'ils nous ont accordée d'utiliser leur œuvre.

AVANT-PROPOS

— Classique également, le Dictionnaire biographique de la République chinoise, 1911-1949 (*Biographical Dictionary of Republican China*, édité par Howard L. Boorman et Richard C. Howard, Columbia University Press, New York, 1967-1971) concerne moins directement et surtout moins exclusivement notre propos (le mouvement ouvrier et la révolution communiste). Les six cents biographies rassemblées dans les quatre volumes et les quelque 1 850 pages du Boorman concernent, en effet, indistinctement tous ceux (des communistes aux seigneurs de la guerre, des industriels aux intellectuels) qui ont tenu les premiers rôles en Chine entre la chute de l'Empire et la fondation de la République populaire. Si l'optique est donc très différente de celle d'un dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, en revanche l'étudiant de la Chine du XX^e siècle trouvera dans le Boorman des développements substantiels sur les dirigeants du Guomintang (Kuomintang), que nous avons par nécessité réduits ici à la portion congrue.

La fréquence de l'indication *KC* (Klein-Clark) ou *KC* et *BH* (Boorman-Howard), en tête des *Sources* qui suivent chaque notice biographique, mesure notre dette à l'égard des deux précédents ouvrages. Lorsqu'au lieu d'indiquer simplement *KC*, nous donnons une référence plus précise (ex : *KC*, I, 194 ou *KC* : biographie de X), cela signifie que le Klein-Clark n'a pas consacré de notice biographique au personnage en question, mais qu'il mentionne son rôle dans une autre notice.

Sans passer en revue ici les autres dictionnaires biographiques et catégories de sources qui nous ont été le plus utiles, je veux au moins remercier en particulier Peng Shuzhi et sa femme, Chen Bilan (elle aussi vétéran de la révolution chinoise des années 1920), qui a comme son mari accepté de répondre à mes questions.

Ce dictionnaire biographique est l'œuvre collective d'une demi-douzaine de sinologues français : Yves Chevrier, Jean-Luc Domenach, François Godement, Jacques Manent, Alain Roux et moi-même. Nous n'avions pas toujours le même point de vue sur chacun de nos personnages, mais nous nous sommes efforcés de nous accorder sur les faits. A l'aide des initiales qui suivent chaque biographie, le lecteur pourra, s'il le souhaite, s'amuser à deviner ou reconstruire les divergences ou plus souvent les nuances d'interprétation qui nous séparent (nous ne prétendons naturellement pas que l'histoire soit une science).

Un des membres de l'équipe a contribué plus que les autres à l'entreprise commune : Yves Chevrier. Auteur de l'Introduction historique ainsi que des différents index et glossaires, Chevrier a en outre partagé avec moi le travail d'édition. Un autre équipier de la première heure, Jean-Luc Domenach, a mis à jour la quasi-totalité des notices de dirigeants de la R.P.C. (ces notices demeurent néanmoins attribuées à leur rédacteur originel).

Treize autres collaborateurs ont bien voulu se charger de la rédaction d'une ou plusieurs notices biographiques (leur nom figure en toutes lettres à la fin de chacune des notices qu'ils ont accepté de rédiger) :

AVANT-PROPOS

Claude	AUBERT
Michel	BONNIN
Noël	CASTELINO
Hak-kin	CHOI
Guilhem	FABRE
François	GIPOULOUX
Jacques	GUILLERMAZ
Chang-ming	HUA
Jean-Pierre	MAURER
Thierry	PAIRAULT
Vera	SCHWARCZ
Claude	WIDOR
Wotjtek	ZAFANOLLI

Au nom de l'équipe initiale, je les remercie d'une contribution qui a beaucoup accru la valeur du Dictionnaire. Je remercie également M. Chen He-jia qui a calligraphié les caractères de « nos » personnages dans la liste reproduite en fin de volume.

Lucien Bianco

AVERTISSEMENT

Transcription des noms et termes chinois.

A quelques exceptions près (Pékin, Nankin, Tientsin, Chungking, Canton, Sun Yat-sen, Chiang Kai-shek et Mao Tse-tung), les noms et termes chinois sont transcrits à l'aide du système pinyin adopté par la République populaire de Chine et utilisé par la presse occidentale. Autre exception : nous appelons Shenxi la province du Nord-Ouest, dont la capitale est Xi'an, afin de la distinguer de la province limitrophe du Shanxi (capitale : Taiyuan). Le lecteur désireux de consulter la biographie de Chou En-lai ou celle de Chu Teh devra se reporter à Zhou Enlai et Zhu De.

Ce parti ne peut être absolu. Mao Zedong (forme en pinyin de Mao Tse-tung) apparaît dans les titres d'ouvrages cités en chinois. Certains hôtes du Dictionnaire ont publié des souvenirs en Occident. Les sources et la bibliographie les citent (en tant qu'auteurs) dans la transcription adoptée par leur éditeur, suivie de la forme en pinyin grâce à laquelle il sera possible de les identifier dans le Dictionnaire. L'exemple le plus fréquent est celui de Zhang Guotao, dirigeant du P.C.C. et du mouvement ouvrier, qui figure comme auteur d'importants mémoires sous la forme Chang Kuo-t'ao (Zhang Guotao) dans la bibliographie et dans les sources.

Le système Wade-Giles était le plus répandu avant l'adoption du pinyin. Les entrées du Dictionnaire sont données en Wade-Giles par un répertoire qu'on trouvera en fin de volume (p. 843).

Clés du Dictionnaire.

Le signe (+) indique que le nom qu'il suit fait l'objet d'une entrée dans le Dictionnaire. Si le nom est répété plusieurs fois dans une même notice, le signe n'apparaît que lors de sa première mention dans le texte.

Un certain nombre d'événements et d'institutions sont mentionnés avec régularité dans la plupart des notices. Chacun de ces mots clés (dont la liste figure en index p. 803) fait l'objet d'une explication plus détaillée dans la biographie du personnage qui a joué un rôle central au cours de

AVERTISSEMENT

l'événement en question ou bien, s'il s'agit d'une institution, participé à sa fondation ou à son développement. Le lecteur est invité à consulter la notice où figure l'explication par l'indication *voir* x.

Il n'a pas été possible de rattacher tous ces mots clés à un personnage précis, l'événement ou l'institution concerné étant trop vaste, trop ponctuel, ou sans rapport autre que contextuel avec le mouvement révolutionnaire. Les indications fournies dans l'introduction historique sont complétées dans ce cas par un glossaire (p. 806).

De même, certains personnages — politiciens nationalistes, seigneurs de la guerre, intellectuels libéraux — accompagnent l'histoire du mouvement ouvrier (au sens large où nous l'entendons ici) sans toutefois lui appartenir, même indirectement : un deuxième glossaire (p. 809) rassemble de brèves indications biographiques à leur sujet.

Les noms féminins sont suivis, en tête de notice, du symbole (f).

Les pseudonymes, d'un usage beaucoup plus fréquent et diversifié en Chine qu'en Occident, ne constituent pas tous des entrées : seuls les personnages les plus marquants, ou ceux qui sont connus sous un pseudonyme (ex. : Wang Ming) sont répertoriés de la sorte.

Œuvres.

La rubrique *Œuvre* qui fait suite à chaque biographie est nécessairement sommaire. A quelques exceptions près, nous n'avons retenu que les ouvrages les plus représentatifs ou les plus dignes d'intérêt. Les traductions ont été mentionnées dans toute la mesure du possible.

Sources et bibliographie.

Les références complètes des ouvrages et articles cités dans les *Sources* (à la fin de chaque notice) sont données dans la bibliographie, p. 812).

Définition de quelques termes courants.

Jin : unité de poids, équivalant à un peu moins d'une livre.

Mu : unité de superficie, équivalant à un quinzième d'hectare.

Xian : subdivision de la province (souvent traduit par : sous-préfecture).

Yuan : principale unité monétaire.

ABRÉVIATIONS

A.N.P.	Assemblée nationale populaire.
A.P.L.	Armée populaire de libération.
B.A.T.	British American Tobacco Company.
BH	Boorman, H.L. et R.C. Howard, éditeurs, <i>Biographical Dictionary of Republican China</i> , 4 volumes, New York, 1967-1971.
B.P.	Bureau politique.
C.C.	Comité central.
CCWW	<i>Chinese Communist Who's Who</i> , Taibei : Institut des relations internationales, 1970.
C.E.C.	Commission exécutive centrale (ou, suivant le contexte, Comité exécutif central).
C.E.I.C.	Comité exécutif de l'Internationale communiste.
C.P.C.P.C.	Conférence politique consultative du peuple chinois.
CQ	<i>The China Quarterly</i> , Londres.
G.M.D.	Guomindang.
I.C.	Internationale communiste.
K.M.A.	Kailan Mining Administration.
KC	Klein, D.W. et A.B. Clark, <i>Biographic Dictionary of Chinese Communism</i> , Cambridge (Mass.), 2 volumes, 1971.
L.J.C.	Ligue des Jeunesses communistes.
P.C.	Parti communiste.
P.C.C.	Parti communiste chinois.
P.C.U.S.	Parti communiste de l'Union soviétique.
RMRB	<i>Renmin Ribao</i> (Le Quotidien du peuple), Pékin.
R.P.C.	République populaire de Chine.
WWCC	<i>Who's Who in Communist China</i> , Hong Kong : Union Research Institute, 2 volumes, 1969-1970.

INTRODUCTION HISTORIQUE

par Yves Chevrier

I. LES ORIGINES URBAINES DU MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE ET LA VICTOIRE DU COMMUNISME DANS LES CAMPAGNES (1919-1949) (1)

LA MARQUE DU 4 MAI ET L'INTERVENTION SOVIÉTIQUE

Après avoir mis fin aux jours séculaires de la dynastie mandchoue (1644-12 février 1912) ainsi qu'à ceux, millénaires, de l'Empire chinois, la révolution républicaine meurt étranglée dès 1913. Sun Yat-sen, son principal inspirateur, a dû céder la présidence de la République à Yuan Shikai en février 1912. Celui-ci, général à poigne, instaure sa dictature en 1913 grâce à la puissance de l'Armée Beiyang. Après sa disparition (1916), le Beiyang vole en éclat. Localement et régionalement, le pouvoir se fragmente aux mains d'une foule de seigneurs de la guerre (*junfa* ou *warlords*) grands et petits dont le règne — une décennie sanglante et moyenâgeuse (1917-1927) — plonge la Chine dans une meurtrière anarchie. Les forces sociales dont la désaffection bien plus que l'action des mouvements révolutionnaires a causé la chute de l'Empire (essentiellement celles des notables urbains issus de la *gentry* rurale, car la bourgeoisie chinoise, encore embryonnaire, se différencie mal, sauf à Shanghai et à Canton, de l'élite

(1) La part très faible prise par le mouvement ouvrier dans la révolution chinoise est largement compensée par l'expansion rurale, militaire, puis étatique du parti — le P.C.C. — qui a conduit cette révolution à son terme avant de s'identifier encore plus étroitement, sous le régime communiste, à tous les aspects de la société chinoise. Il était impossible de résumer une telle évolution en quelques dizaines de pages. Le lecteur trouvera dans cette introduction des repères chronologiques, quelques analyses sur les rapports du P.C.C. avec les « masses » (ouvriers, paysans) et avec le pouvoir, sur le communisme des origines urbaines (celui du 4 mai 1919) ou rurales (celui de la guérilla), sur l'échec du modèle russe appliqué par le Komintern dans les années 1920, sur le maoïsme, etc. Pour un panorama plus détaillé et plus continu, nous l'invitons à consulter quelques ouvrages de synthèse publiés en français : Bianco (1967), Chevrier (1983), Guillermez (1968 et 1972) et Roux (1980).

INTRODUCTION HISTORIQUE

traditionnelle en mutation) sont incapables de prendre la relève en assurant la sauvegarde de l'État et de l'unité nationale.

Ainsi, la crise chinoise du XX^e siècle n'est pas seulement celle d'une nation humiliée par les puissances étrangères (Europe, Amérique du Nord, Japon), et celle d'une société en proie aux retards et aux tensions économiques du sous-développement. Ce sombre tableau d'une Chine « semi-coloniale et semi-féodale » (suivant la formule bien connue de Mao Tse-tung, qui provient en fait du Komintern), il faut encore le noircir d'une crise des élites et de l'État. Par suite, les révolutionnaires devront se substituer aux premières afin de reconstruire le second tout en menant à bien la révolution. Sun Yat-sen comprend la nouveauté et l'importance du paradoxe au lendemain de son échec. Il comprend aussi que la militarisation du contexte politique fera de cette reconstruction une entreprise essentiellement guerrière, qu'il nomme Expédition du Nord (*Beifa*) puisque c'est à partir de Canton (son fief politique) et en alliance avec des militaristes du Sud qu'il tente à maintes reprises de la mener à bien.

Seule l'alliance avec l'Union soviétique, à laquelle l'indifférence des Occidentaux et du Japon le décide en 1922 après trois échecs répétés, donnera consistance et victoire à la *Beifa*. Mais non point sous Sun Yat-sen, qui meurt en 1925. C'est Chiang Kai-shek qui refera l'unité du pays, tout d'abord allié aux communistes et à Moscou puis, après le sanglant revirement de Shanghai (12 avril 1927), pour son propre compte et contre eux. Retranchée au fin fond des campagnes pendant que Chiang Kai-shek s'essaie à une entreprise de reconstruction-modernisation qui d'ailleurs s'enlise et tourne vite au conservatisme (Décennie de Nankin, 1927-1937), la révolution communiste se militarise et se territorialise à son tour, allant jusqu'à créer, au Jiangxi (1928-1934), et plus encore dans le Nord à la faveur de la guerre sino-japonaise (1937-1945), de véritables proto-États communistes dans l'État nationaliste. Aussi, le dernier acte de la révolution — la guerre civile de 1946-1949 qui met aux prises les alliés du Front uni anti-japonais de 1937-1945 — est-il à double face. D'un côté, la révolution agraire balaie l'ancien régime dans les campagnes tenues par les communistes, tandis que la propagande révolutionnaire rallie par larges pans une opinion urbaine rebutée par l'immobilisme conservateur du régime nationaliste ou désorientée par son effondrement. Mais d'un autre côté, la révolution communiste est une conquête du Sud par le Nord, et l'application au continent chinois des méthodes d'encadrement et de gouvernement mises au point dans les bases communistes des années 1940. En sorte que c'est dans ce communisme des années 1940 (dit communisme de Yan'an du nom de la capitale des « zones libérées »), indépendant de Moscou et dominé par Mao Tse-tung, qu'il faut chercher les grands traits du régime qui se met en place en 1949 et qui, la nation chinoise rétablie dans ses droits et l'unité refaite, entreprend à son tour, en suivant au départ le modèle de développement soviétique, de moderniser la Chine.

Par la ruralisation, la militarisation et l'étatisation, la dimension fondamentale de la révolution chinoise est le développement de ce que Lénine appelait les « facteurs subjectifs » — mais à un point insoupçonné du théoricien de l'« avant-garde prolétarienne »... et des premiers commu-

INTRODUCTION HISTORIQUE

nistes chinois. Car, parallèlement à l'évolution que nous venons de brosser à grands traits, et avant même l'intervention soviétique (qui fut un peu moins aveugle), le mouvement révolutionnaire s'est renouvelé dans les grandes villes à la fin des années 1910 en se croyant capable, sous l'impulsion d'un modernisme échevelé qui est la marque essentielle du 4 mai, d'officier en liaison avec les forces socio-économiques nouvelles liées à la croissance de l'économie urbaine. Le communisme, qui chevauche la crête la plus haute et la plus avancée de ce raz de marée moderniste, en porte la marque au point de s'être fermé à toute autre stratégie que l'organisation d'un mouvement ouvrier révolutionnaire. C'est ainsi qu'entre 1920 et 1923 (les activités ouvrières des premiers communistes précèdent la fondation officielle du Parti en juillet 1921) moins d'une centaine d'intellectuels hyper-radicalisés ne voient l'avenir qu'à travers le maigre million et demi de prolétaires d'un pays qui compte quelque 400 millions de paysans. Il y avait là une puissante illusion (à laquelle la Révolution d'Octobre n'a pas peu contribué), une « maladie infantile » d'une espèce particulière dont seule l'intervention soviétique guérira le P.C.C. Celle-ci est donc doublement bénéfique puisque tout en réorganisant et en armant le G.M.D. de Sun Yat-sen elle tire le communisme autonome mais par trop mimétique des origines d'une voie sans issue.

Les germes sociaux et intellectuels du renouveau se sont implantés dans les foyers de modernisation et d'occidentalisation des « ports ouverts ». Développés depuis la seconde moitié du XIX^e siècle autour de la présence étrangère, ceux-ci échappent non seulement au cancer militariste (ou du moins à ses plus redoutables effets), mais connaissent, en raison du retrait européen pendant la Grande Guerre, une croissance accélérée, un « miracle économique » qui est une paradoxale et trompeuse « prospérité dans le chaos » (M.-C. Bergère) (2). Trompeuse parce qu'elle ne sera guère durable (le marasme s'installe après une crise des filatures dès 1923-1924), et surtout parce que la croissance du secteur moderne abuse les intellectuels révolutionnaires sur la dynamique profonde du Béhémoth chinois. Il n'est pas indifférent en effet que la population de Shanghai, citadelle d'une reproduction en miniature des sociétés modernes d'Occident, croisse de 150 % dans la décennie qui sépare la chute de l'Empire de la fondation du P.C.C. (1911-1921) ni que dans le même temps les effectifs ouvriers fassent plus que doubler, passant de 600 000 au million et demi dont nous parlions plus haut. Chiffre dérisoire dans l'absolu mais, vue de Shanghai, *accélération* impressionnante.

C'est dans cette conjoncture d'expansion, à la frange urbaine et occidentalisée d'un pays rural et sous-développé, que renaît la révolution chinoise. La croissance urbaine, toutefois, ne produit qu'un environnement — des symboles (usines, machines, grèves, etc.) — favorables à l'explosion moderniste. Celle-ci procède bien davantage de l'évolution intellec-

(2) Sur la croissance économique de la Chine des « ports ouverts » à la faveur de la Première Guerre mondiale et sur l'extinction de la bonne conjoncture dans les premières années 1920, voir M.-C. Bergère (1980), in *Revue historique*, CCXLI, avril-juin 1969, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, XVI, avril-juin 1969.

INTRODUCTION HISTORIQUE

tuelle. Ce ne sont point en effet les « prolétaires » chers à Marx ni même une bourgeoisie désormais mieux affirmée face aux notables dans ses enclaves urbaines qui prennent l'initiative du renouveau, mais l'élite intellectuelle formée dans les écoles ouvertes par la dynastie après 1901 à l'exemple des missions ainsi qu'outre-mer (en particulier au Japon). A la fin des années 1910, cette *intelligentsia* — le plus beau cadeau de l'Empire à la révolution — accélère brusquement le rythme et l'agressivité d'un mouvement d'occidentalisation jusqu'alors très progressif et voué aux synthèses Chine-Occident.

Le patriotisme, bien sûr, est le premier des facteurs d'accélération : de 1915 à 1919, le grignotage japonais (21 Demandes de 1915, occupation partielle du Shandong, clauses politiques et militaires des prêts consentis au gouvernement « dépendant » de Pékin, officialisation de la présence au Shandong par la conférence de Versailles en 1919) est un aiguillon permanent, qui incite à « sauver la patrie » au moyen de remèdes plus radicaux que les emprunts partiels des générations antérieures à la culture occidentale. D'autres facteurs vont dans le même sens. Chen Duxiu, l'apôtre du nouvel et radical occidentalisme à partir de 1915 (« A bas la boutique de Confucius ! Vive la science et la démocratie ! ») seront les mots d'ordre de la révolution culturelle avant la lettre qu'il lance dans les colonnes de *La Jeunesse* puis à Beida, l'Université de Pékin, avec Li Dazhao, Hu Shi, Lu Xun, etc.), considère que l'emprise des mentalités traditionnelles est la cause essentielle des échecs de 1912-1913. Le « mouvement pour la nouvelle culture » qui se développe parmi l'*intelligentsia* de 1915 à 1919 est surtout une critique intellectuelle de l'ordre confucéen en même temps qu'une initiation aux valeurs libératrices les plus radicales de l'Occident (libre pensée, individualisme, initiative personnelle, etc.). L'acquis le plus spectaculaire de cette première phase du « mouvement du 4 mai » (suivant la chronologie de l'historien Chow Tse-tung) est la répudiation du langage classique (*wenyan*) et des formes littéraires traditionnelles au profit du vernaculaire (*baihua*) et d'une nouvelle littérature dont les maîtres seront Lu Xun, Ba Jin, Mao Dun, Lao She, Guo Moruo, Ding Ling, etc. Mais dès 1918, certains « maîtres penseurs » ne se satisfont plus d'une critique purement intellectuelle. Cherchant à appliquer l'esprit du mouvement au terrain politique et social, ils trouvent dans les idéologies occidentales des solutions à la crise chinoise. Le premier de ces pionniers de la repolitisation est aussi celui qui, d'emblée, va le plus loin en préconisant, à la lumière de la victoire bolchevique en Russie, une solution marxiste : il s'agit de Li Dazhao, « converti » en 1918.

Troisième facteur d'accélération, cette dérive idéologique (combattue par Hu Shi dans une célèbre polémique, dite « querelle des ismes », avec Li Dazhao) bénéficie grandement du « mouvement du 4 mai » au sens étroit du terme. De courte durée (mai-juin 1919), ce mouvement est un sursaut patriotique qui embrase tout d'abord les milieux étudiants des grandes villes (Pékin, Shanghai, Tientsin, Canton, etc.) puis gagne la bourgeoisie et la classe ouvrière. Il s'en faut que le choc de la trahison des Occidentaux (coupables de cautionner l'impérialisme japonais), accru d'autant par la politique altruiste des soviets (qui renoncent, eux, aux pri-

INTRODUCTION HISTORIQUE

vilèges « impérialistes » acquis par la Russie tsariste...), ne profite qu'au marxisme. Le socialisme (au sens le plus vague), la démocratie (même remarque), l'anarchisme, connaissent leurs plus belles heures à l'époque du 4 mai. Russell et Dewey, venus sur place prêcher l'évangile coopérativiste, font de nombreux adhérents. A vrai dire, l'heure est à l'enthousiasme éclectique, à la synthèse idéaliste. Pourtant, le léninisme (plus encore que le marxisme, qui fait figure d'appendice, c'est la formule bolchevique de l'émancipation des peuples opprimés et arriérés, ainsi que celle du parti fortement organisé qui font recette) ne tarde pas à s'imposer à gauche tout en accentuant le clivage avec la « droite » du mouvement, dont le refus est incarné par le libéralisme d'un Hu Shi.

Des multiples associations créées depuis 1918 et surtout en 1919 se détachent, en 1920-1921, des noyaux marxisants ou « petits groupes » communistes (*xiaozu*) dans lesquels l'éclectisme (idéologique) et l'ouverture (organisationnelle) propres à la phase antérieure le cèdent très vite à la fermeture et à la raideur dogmatique. D'inlassables discussions couronnées en 1921 par la polémique de Chen Duxiu (converti au marxisme en 1920) avec l'anarchiste Ou Shengbai, il ressort que l'ancienne référence idéologique de la gauche révolutionnaire — l'anarchisme (vainqueur d'un premier « round » idéologique à la fin des années 1900, après que les cercles d'exilés à Tokyo se furent penchés une première fois sur les différents socialismes européens, dont le marxisme, qui fut alors rejeté pour excès de modernisme), est disqualifié par le modèle russe et par le nouveau climat moderniste. C'est en effet vers les seuls ouvriers (le « monde du travail » ou *laodong jie*) que l'avant-garde marxiste se tourne, tandis que l'ancien mouvement révolutionnaire, et singulièrement le courant anarchiste, visaient le « peuple », les « masses » et ne répudiait nullement la paysannerie. Il n'y a pas eu de populisme structuré et raisonné en Chine comme en Russie, mais on peut estimer que l'explosion moderniste du 4 mai ruine un crypto-populisme au profit des idéologies du progrès, dont la mieux articulée est le marxisme, tout comme la dernière décennie du XIX^e siècle russe avait consacré les utopies du progrès (et là encore le marxisme en tout premier lieu) contre celle du passé (3).

Le sectarisme, toutefois, s'affirme mieux que la rigueur dogmatique : il est plus aisé d'exclure *en pratique* la paysannerie et toutes les classes urbaines hormis le prolétariat (en ne militant que dans les faubourgs ouvriers des grandes villes et des centres industriels), que de justifier cette préférence *en théorie* compte tenu de la situation chinoise dans son ensemble. Chez ses meilleurs théoriciens (cas d'un Cai Hesen, qui se forme alors en France), le tout premier communisme chinois, sous la pellicule assez fragile d'un enthousiasme sans borne pour le modèle bolchevique (qu'on pourrait appeler le volontarisme de l'imitation), n'est que contradictions et contorsions. Parfois même — cas de Li Dazhao — le substrat populisant ne prend pas la peine de se cacher, tout comme d'ail-

(3) Carr, *Bolshevik Revolution* (I, p. 16 sq) souligne ce lien pour le marxisme russe. Voir également Perrie (1976) et A. Walicki, *Studies in the Social Philosophy of the Russian Populists : The Controversy Over Capitalism* (Oxford, 1976).

INTRODUCTION HISTORIQUE

leurs chez les membres de l'entourage de Sun Yat-sen, protagonistes des débats de 1905-1907 sur le socialisme (avec Zhu Zhixin, Hu Hanmin, Liao Zhongkai, etc.) et brillants traducteurs-propagateurs du marxisme à l'époque du 4 mai. Seule l'intervention directe du Komintern par l'intermédiaire de Maring (1922-1923) mettra fin au flou idéologique qui accompagne toute la phase prolétarienne comme une sorte de retour du refoulé (et rançon de l'autonomie) (4).

Mais ce flou, largement compensé par le volontarisme mimétique de l'action, n'embarrasse nullement nos intellectuels des *xiaozu*, qui enquêtent parmi la population ouvrière, créent des écoles du soir, des clubs ouvriers et, déjà, tentent d'organiser un autre type de grèves... Le paradoxe est d'autant plus éloquent qu'à de rares exceptions près la plupart d'entre eux sont étrangers à ce milieu, qu'ils découvrent pour ainsi dire en même temps que la « théorie révolutionnaire ». Intellectuel nationaliste et occidentaliste issu des couches aisées, voire lettrées, de la société rurale : tel est le portrait-robot du militant communiste des origines et, par voie de conséquence, du (futur) dirigeant communiste, puisque si la sociologie du P.C.C. évolue à la faveur de la ruralisation, de la militarisation et de l'étatisation ultérieure (sans oublier la prolétarianisation des années 1925-1927), sa hiérarchie, elle, porte durablement l'empreinte élitiste des commencements.

Autre trait durable, la structure très lâche qui prévaut jusqu'au début des années 1930 (c'est-à-dire pendant toute la période urbaine) perpétue celle des *xiaozu*. Mais si leur fédération en juillet 1921 dans un Parti communiste de Chine (*Zhongguo gongchandang*) ne parvient pas à réaliser l'idéal de la centralisation léninienne, l'événement met fin à un autre trait, avec lequel le communisme chinois ne renouera qu'à l'époque de sa maturité maoïste : l'autonomie. En effet, la fondation du Parti coïncide avec la mainmise du Komintern. Les prédécesseurs de Maring (Voitinsky et avant ce dernier le mystérieux Hohonovkine dont Peng Shuzhi a révélé l'existence) s'étaient contentés de distribuer des conseils, des subsides, et de planter quelques jalons (telle l'École des langues étrangères de Shanghai où Yang Mingzhai put initier au russe ceux des intellectuels-militants qui voulaient aller se perfectionner en Union soviétique). Maring, en revanche, prend en main l'organisation du nouveau parti, dont il systématise l'orientation prolétarienne en créant le Secrétariat du travail sous Zhang Guotao et Deng Zhongxia. Mais il prend langue aussi (en décembre 1921) avec Sun Yat-sen afin de négocier une alliance qui lui tient à cœur (il en a donné le prototype à Java dès 1916) et qu'il a mission, depuis le II^e congrès du Komintern (1920), de réaliser en Chine. En 1921-1922, Sun est d'autant plus enclin à considérer l'offre moscovite que ses projets militaires s'enlisent dans le Sud et que le parti qu'il a créé au lendemain du 4 mai 1919 (le *Zhongguo Guomindang*, Parti nationaliste de Chine) est — tout comme le P.C.C. — un cénacle d'intellectuels dépourvu de base populaire et de moyens d'action. Mais conduits par les responsables du mouve-

(4) Sur l'évanescence du populisme chinois, l'éclectisme du marxisme issu du 4 mai et la genèse de l'orthodoxie à la faveur de la crise ouverte par l'alliance avec le G.M.D., voir Chevrier in *Extrême-Orient, Extrême-Occident*, n° 2, 1983.

INTRODUCTION HISTORIQUE

ment ouvrier (Zhang Guotao, Li Lisan) ou par des idéologues (Cai Hesen), la plupart des militants communistes se cabrent : il faut que Maring leur impose de vive force la double alliance (Canton-Moscou, G.M.D.-P.C.C.) en quoi consiste le premier Front uni (1923-1927).

Il est vrai que suivant l'esprit de la Déclaration Sun-Joffé (26 janvier 1923), le P.C.C. devient l'otage idéologique et organisationnel du G.M.D. Pourtant, la crise de reconversion (à la faveur de laquelle des théoriciens comme Qu Qiubai et Chen Duxiu mettent fin au flou antérieur en balisant le développement du capitalisme chinois et en produisant, bien avant Mao, la première analyse des classes de la société chinoise, y compris à la campagne) est aussi brève que brutale. Les bienfaits du Front sont si éloquents qu'une minorité seulement s'y oppose résolument avant la grande crise de 1927. Pour la majorité des militants, le modèle russe et la politique imposée par Moscou *via* l'Internationale coïncident désormais (5).

Ces bienfaits, que les désastres de 1927 feront oublier, sont de tous ordres. Au G.M.D. qu'ils réorganisent en 1923-1924, les *sovetniki* (conseillers soviétiques, dirigés par Borodine pour les civils, Blücher-Galen pour les militaires) donnent les moyens militaires et la base territoriale dont l'absence ou la précarité avaient entravé la reconquête nationaliste. L'Académie militaire de Huangpu (Whampoa), à la tête de laquelle un poulain de Blücher — Chiang Kai-shek — s'impose sans tarder, est le plus beau fleuron de ce prototype des interventions soviétiques dans le Tiers monde. Elle est aussi l'une des institutions par quoi les années 1920 pèsent sur toute la révolution, et dans les deux camps, puisque ses cadets, colonne vertébrale de l'Armée nationale-révolutionnaire qui soustrait Canton au bon vouloir des militaristes avant de conquérir le Guangdong (1925) puis la Chine (1926-1928), peupleront le commandement de l'Armée rouge et celui de Chiang Kai-shek, dont le pouvoir reposera en grande partie sur la fidélité de la « clique de Huangpu ».

Aux communistes, le Front procure un « parapluie » politique ainsi qu'un soutien idéologique : leur implantation syndicale progresse à la faveur du premier dans le Guangdong ; le second — l'effet d'entraînement de la « lutte anti-impérialiste » — accroît leur audience et leur capacité d'intervention lorsque le mouvement du 30 mai 1925 soulève les ouvriers de Shanghai puis, par ricochet, des villes du Centre et du Sud. A la veille de cette lame de fond, le Syndicat général panchinois (fondé en mai 1925 à Canton) rassemble quelque 500 000 ouvriers. Un an plus tard, les effectifs ont plus que doublé (1,2 millions) et l'influence communiste s'est affirmée contre celle des « anarcho-syndicalistes » et des nationalistes.

Au cours de cette phase d'essor, la « question nationale » ne bride guère la « question sociale » : aux yeux de certains (c'est le cas de Qu Qiubai), la dynamique qu'entraîne leur conjonction garantit même l'équivalence russe de la Chine, puisqu'elle suscite une différenciation sociale, un mouvement populaire comparables à 1905. Le Parti communiste des

(5) Sur l'intervention soviétique des années 1920 et les crises dans le P.C.C. qui l'accompagnent, voir Glünin in Ulyanovsky (1979).

INTRODUCTION HISTORIQUE

années 1920 a sans doute perdu l'indépendance de ses origines. Mais grâce à l'efficacité initiale du modèle que lui a imposé (et appris) l'Internationale (6), il a gagné une première maturité : le club d'intellectuels dont les mémoires de Zhang Guotao et de Peng Shuzhi soulignent la grande pauvreté organisationnelle et le recrutement presque exclusivement étudiant (7) est devenu un parti de masse (fort de presque 60 000 militants au printemps 1927) en prise directe sur le mouvement révolutionnaire. Comme l'indique la prolétarianisation de ses rangs (54 % d'ouvriers en 1927), ce parti continue de regarder en priorité vers le monde ouvrier. C'est cette obstination (exempte désormais de sectarisme) qui fait du P.C.C. des années 1920 le seul avatar du communisme chinois à s'être identifié pleinement au « modèle » : le P.C.C. de la phase « orthodoxe » est tout naturellement un parti *urbain*. Quoique les années 1920 voient aussi l'éclosion du mouvement paysan révolutionnaire, une poignée de militants seulement transgressent le tabou jeté par Lénine sur l'organisation des paysans *in situ*. Reste que les inventeurs de la stratégie rurale — Peng Pai, Fang Zhimin, Luo Qiyuan, Mao, Ruan Xiaoxian, Yun Daiying, etc. — font l'expérience pleine et entière mais en petit de conditions qui seront celles du communisme rural à plus grande échelle des années 1930-1940. Comme celle des militants ouvriers, cette expérience montre qu'en dehors de la concurrence nullement négligeable des Nationalistes, les traditions de l'agitation populaire, en ville et dans les campagnes, étaient loin d'être spontanément favorables à une révolution communiste.

OUVRIERS ET PAYSANS : DE L'AGITATION TRADITIONNELLE AU MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE.

Ce que les communistes de Shanghai en 1920 nomment « monde du travail » (*laodongjie*) est plus étendu et plus ancien que la « classe prolétarienne » (*wuchan jieji*) (8). Aux ouvriers d'industrie, classe récente apparue en même temps que l'industrialisation (9), il faut ajouter en effet

(6) L'un des relais essentiels du modèle bolchevique-soviétique dans les années 1920 est constitué par les écoles : école des langues étrangères ouverte sous les auspices de Voitinsky et Yang Mingzhai dès 1920 à Shanghai ; universités communiste des Travailleurs de l'Orient (*Dongda*) et Sun Yat-sen à Moscou, université de Shanghai (*Shangda*), Académie militaire de Huangpu près de Canton...

(7) Peng Shuzhi (cf. Cadart/Cheng, 1983) s'abuse moins de mots que Zhang Guotao (Chang Kuo-tao, I, 1971) : suivant son témoignage, Shanghai ne compte à l'été 1924 qu'une quarantaine de militants communistes et deux cellules et demie (celles des Presses commerciales, de l'Université de Shanghai et celle (en cours de constitution) de l'usine de cigarettes Nanyang).

(8) Chesneaux (1962) demeure l'étude fondamentale sur la formation du prolétariat et sur le mouvement ouvrier des années 1920. A compléter et à préciser cependant par Roux (1970) et in *Extrême-Orient, Extrême-Occident*, n° 2, 1983.

(9) *Chronologie* : quelques entreprises modernes (arsenaux, etc.) dans le cadre du programme de modernisation officiel des années 1860-1880 ; 1895 : les étrangers obtiennent le droit de construire des usines dans les concessions des ports ouverts ; fin des années 1910-début des années 1920 : le « miracle économique » (localisé dans ces mêmes « ports »). *Géographie* : les enclaves de la Chine « ouverte » (où domine le textile) ; le réseau ferré, « ossature de la pénétration communiste » (Deng Zhongxia)... comme en Russie tsariste ;

INTRODUCTION HISTORIQUE

les effectifs plus nombreux de la plèbe urbaine : artisans, dockers, portefaix, manutentionnaires (coolies), mineurs (ces derniers se rattachant davantage au monde rural). Les ouvriers d'usine eux-mêmes ne forment pas une classe homogène. Les ouvriers qualifiés constituent une élite privilégiée au sein d'une main-d'œuvre largement sous-qualifiée (souvent féminine et enfantine au surplus). Cette aristocratie ouvrière est issue des artisans qualifiés recrutés dans les provinces méridionales (Guangdong, Zhejiang) aux tout premiers temps de l'industrialisation. Bien qu'elle tende à se perpétuer (la qualification et l'emploi se transmettant de père en fils), ses privilèges (stabilité d'emploi, salaires, conditions de travail) s'érodent à mesure que l'industrialisation, en plein essor après 1895 et surtout après 1915, fait appel à une main-d'œuvre non qualifiée issue de la plèbe urbaine et des campagnes.

Quoiqu'il échappe aux catégories de l'ordre confucéen, ce « monde du travail » est fortement structuré, à l'image de la société chinoise et plus encore du monde rural, auquel il tient par de multiples attaches et auquel il ressemble par plus d'un trait. Aux guildes traditionnelles qui encadraient les professions artisanales, il faut ajouter les amicales régionales (*bangkou*, *tongxiang*, *banghui*) et les sociétés secrètes. C'est dans ces structures que se coule l'action des contremaîtres et entrepreneurs de main-d'œuvre (*baogongtou*, *baotou*), qui plus encore que les patrons capitalistes (souvent eux-mêmes représentés par les compradores chinois s'il s'agit d'entreprises étrangères), sont les suzerains immédiats du monde ouvrier (qu'ils recrutent, paient, logent, organisent). Le système enveloppe les rapports censément « modernes » engendrés par le capitalisme naissant d'un réseau typiquement traditionnel, tissé par les liens de dépendance personnelle, l'amicalisme régional, l'emprise des sociétés secrètes et celle de la pègre.

Aussi l'agitation spontanée des milieux ouvriers est-elle fort proche, dans les comportements et dans l'encadrement, de l'agitation rurale spontanée. Sporadique et violente (brèves et durement réprimées, les grèves sont ponctuées d'émeutes, de « bris de machines » (*dachang*)), l'agitation ouvrière répond en général aux modifications d'un *statu quo* d'extrême misère : baisse des salaires, refus des primes, brutalités de contremaîtres étrangers. Elle dresse aussi les ouvriers d'un même métier, ou plus souvent d'une même région à l'intérieur d'une même entreprise, contre leurs congénères : ces « conflits horizontaux » sont presque aussi nombreux que les conflits de classe (« verticaux ») jusqu'en 1905 au moins. Enfin et surtout, elle n'est pas seulement l'agitation des ouvriers, mais celle d'un ensemble, d'un bloc sociologique : tels les « maîtres » (*oyokata*) dont l'intervention après 1890 a créé le mouvement ouvrier japonais par réaction aux techniques modernes qui menaçaient leurs privilèges traditionnels, les contremaîtres et les sociétés secrètes encadrent, suscitent même, les « fureurs » ouvrières. Et président aux négociations avec les autorités qui mettent fin à ces conflits (il n'est pas rare que des notables locaux,

mineurs et fondeurs des industries lourdes du Centre (« combinat » de Hanyeping à Pingxiang-Anyuan (Jiangxi) ; mines de la Kailan Mining Administration (K.M.A.) à Kaiping (Hebei) ; marins, dockers, mécaniciens de la frange côtière, en particulier du pôle Hong Kong-Canton.

INTRODUCTION HISTORIQUE

dont les intérêts sont menacés par telle ou telle grève, interviennent aussi à ce stade) : « les meneurs sont souvent les médiateurs » (A. Roux).

Comme pour le mouvement paysan, ce trait explique en partie la manière dont les mouvements révolutionnaires ont pris la relève de l'encadrement traditionnel. Situait leurs revendications « dans un ensemble plus vaste qui leur donne une plus grande chance de succès (les ouvriers) cherchent des appuis extérieurs, des médiateurs politiques ou des intercesseurs sociaux » (A. Roux). Les grévistes du 4 mai 1919 à Shanghai se conçoivent comme partie intégrante des « milieux industriels » (*gongjie*), dont ils s'attribuent l'arrière-garde (*houdun*). Aussi, lorsque les premières initiatives syndicales des ouvriers qualifiés brisent le cadre traditionnel des guildes, les associations ouvrières n'échappent guère au corporatisme, dont l'Association des mécaniciens à Canton et la Fédération des milieux industriels de Shanghai donnent de bons exemples. Il n'est pas surprenant qu'à Shanghai encore, le patronat philanthrope et avide d'harmonie sociale qui se dégage de la gangue conservatrice et compradore à la faveur du « miracle économique » approuve ces efforts, quand il n'en prend pas lui-même l'initiative. Constantes depuis l'époque de la Ligue Jurée (*Tongmenghui*) fondée en 1905, les tentatives ouvrières de Sun Yat-sen ne se conçoivent pas en dehors des structures corporatistes même si, progressivement, elles renoncent aux guildes pour mettre l'accent sur des formes plus spécifiquement syndicales. Bien qu'elles tentent d'imposer un projet politique étranger à l'agitation ouvrière spontanée (mais le patriotisme est un terrain d'entente favorable), elles se plient à ses structures traditionnelles, les sociétés secrètes du Sud ayant souvent servi d'intermédiaire. A vrai dire, le syndicalisme modéré, partenaire méfiant puis adversaire irréductible du syndicalisme communiste, qui résulte de ces initiatives repose sur et reproduit durablement une osmose entre traditions ouvrières et traditions sunyatséniennes. Avec un Zhu Xuefan, un Ma Chaojun, un Lu Jingshi ou un Zhou Xuexiang, le type caractéristique du « patron ouvrier » (du « boss » syndical) protégé de tel ou tel puissant (y compris d'un maître de l'« underworld » comme Du Yuesheng à Shanghai) et considérant le syndicat comme sa chose, connaîtra un bel avenir dans le giron nationaliste.

Dès qu'ils élisent le « monde du travail » pour seul terrain d'action (c'est-à-dire dès 1920), les communistes s'opposent naturellement à une telle osmose, en accord d'ailleurs avec les militants anarchistes ou anarchisants (10). Ils doivent cependant se plier eux aussi aux structures traditionnelles — un Li Qihan adhéra à la Bande Verte de Shanghai afin de forcer le milieu impénétrable des ouvriers du textile —, et font eux-mêmes figure de notables : tout comme les agitateurs paysans du P.C.C., les militants du Secrétariat du travail sont des « lettrés » auxquels leur prestige confère une autorité certaine ainsi qu'une certaine immunité

(10) Il faut peut-être éviter d'appliquer le schéma européen de l'anarcho-syndicalisme aux éléments anarchistes qui, tels ceux de l'Association des Travailleurs du Hunan en 1920-1921 (Huang Ai et Pang Renquan), veulent interdire aux gens « qui ne sont pas ouvriers et n'ont pas de conscience ouvrière » d'être les porte-parole des ouvriers (certains des dirigeants de l'Association appartiennent en effet au patronat). Voir McDonald (1978) et Shaffer (1982).

INTRODUCTION HISTORIQUE

auprès des pouvoirs locaux. Et comme celle de l'intervention communiste dans les campagnes, la réussite ouvrière du P.C.C. dépend moins des « conditions objectives » (il n'y a pas de corrélation nette entre crises économiques et flambées d'agitation) que de l'habileté des agitateurs et du niveau de la répression, c'est-à-dire, au sens large, du contexte politique. Tout comme le revirement du seigneur de la guerre Chen Jiongming met fin aux premières associations paysannes créées par Peng Pai en 1924, celui de Wu Peifu, tout d'abord favorable aux activités communistes parmi les cheminots du Jing-Han (le Pékin-Hankou), y met un terme brutal par le massacre du 7 février 1923. La stratégie de Front uni répond en grande partie à cet impératif stratégique.

Tout en mettant à profit le « parapluie » qu'elle leur fournit, les responsables du mouvement ouvrier nourrissent un projet différent : c'est une stratégie de la grève conforme au modèle et aux ambitions de Lénine qu'ils s'efforcent d'ensemencer dans la classe ouvrière. Enquêtes sociologiques et efforts pédagogiques ne sont que la propédeutique d'un projet plus résolument modernisateur et bien plus radical que celui du G.M.D. Avant le point d'orgue de 1923 et l'atonie quasi générale d'un an qui lui fait suite, leur rôle est nul ou négligeable : « c'est plutôt la grève qui les instruit, qui leur apprend la réalité ouvrière » (A. Roux). Puis, couplé en une dialectique consciente avec la formation à Moscou, cet apprentissage sur le tas donne naissance à un « art de la grève » (A. Roux) dont les premiers résultats sont sensibles dès l'époque du 30 mai 1925. Cet « art » ne diffère pas des fureurs spontanées qu'il s'efforce de réorienter par les seules exigences de modération que la discipline du Front lui impose jusqu'en 1927. Il en remanie profondément la panoplie tactique et les structures. Suivant l'analyse d'A. Roux, « la stratégie de la grève d'inspiration européenne substitue des structures à trois niveaux pour conduire syndicats et grèves — Assemblée générale, comité élu, qui élit à son tour un comité exécutif permanent — aux structures traditionnelles des guildes (Assemblée générale et exécutive de douze membres avec une présidence mensuelle) » (11). Elle encourage et utilise également la différenciation d'une nouvelle « aristocratie ouvrière » (métallurgistes, cheminots, etc.), fraction minoritaire d'un prolétariat demeuré très proche (suivant les propres termes de Deng Zhongxia) « des pauvres urbains et du *lumpenproletariat*, base des gangs ». Ajoutée à l'implantation très inégale du P.C.C. en milieu ouvrier, ce trait élitiste explique la résurgence des formes anciennes de fureur plébéienne (tels les bris de machines) lors des « journées » shanghaiennes de 1926-1927.

Le mythe de la « bourgeoisie nationale » illustre bien l'inadéquation globale à la réalité chinoise du modèle « russe » des années 1920. On voit que sur le terrain pourtant privilégié de la classe « élue » l'écart, de nature plus anthropo-sociologique que vraiment sociale (puisque les grèves se font plus aisément contre les patrons étrangers que contre les patrons chinois), n'est pas moindre. Il s'accroît après 1927 dans la mesure où les restes urbains du P.C.C. radicalisent et rigidifient la stratégie antérieure,

(11) A. Roux, art. cité, p. 120.

INTRODUCTION HISTORIQUE

dont ils cherchent à tirer un parti immédiatement insurrectionnel. Notons avec A. Roux que les efforts déployés en sens inverse par le G.M.D. ne sont pas moins en porte-à-faux puisqu'ils reposent sur un même type d'emprise organisationnelle : « Jusqu'à un certain point et pour quelques années le G.M.D., afin de contrôler le mouvement ouvrier, se met à la place prévue par les communistes pour le stimuler, l'orienter, l'encadrer (12). » Reste que l'héritage, toujours suivant la même analyse, n'est pas entièrement négatif. Au contact des communistes et du modèle importé par l'I.C., les ouvriers chinois — ceux de Shanghai à tout le moins — ont appris à maîtriser et à manipuler tous les ressorts tactiques de la grève. Il se pourrait bien que cette expérience (au double sens du terme) explique leur combativité sous le régime nationaliste ainsi que le processus d'« autonomisation » en regard du pouvoir politique (réel avec le G.M.D., éminent avec le P.C.C.) qui se précise, en particulier à Shanghai, pendant la guerre civile entre 1946 et 1948 (13).

*

* *

L'apparition d'un mouvement paysan révolutionnaire (tant nationaliste que communiste) dans les années 1920 rompt avec une longue tradition non pas d'immobilisme — les campagnes chinoises sont agitées de « fureurs » récurrentes et souvent dévastatrices — mais d'impuissance (14). De manière classique, les paysans n'échappent à leur passivité misérable qu'à l'occasion de soulèvements brefs et de peu d'ampleur pour la plupart. Loin de menacer les fondements du système d'exploitation, cette agitation s'en prend de préférence aux manifestations du pouvoir ainsi qu'à ses représentants locaux. Comme dans l'Europe moderne, les émeutes antifiscales l'emportent nettement (pour autant qu'on puisse sérier des données fragmentaires et souvent peu comparables) sur celles qui opposent la paysannerie aux propriétaires fonciers, même s'il arrive qu'un mouvement tout d'abord « ciblé » sur le gabelou, le collecteur d'impôt ou la soldatesque dégénère en conflit de classes en s'en prenant aux riches propriétaires, la contagion s'expliquant par le rôle que jouent ces notables dans le maintien de l'ordre, l'administration locale, la levée de l'impôt, de même que par le contrôle qu'ils exercent sur le crédit (usure) et sur les denrées (spéculation). Tel est le cas exemplaire du mouvement antifiscal de Yangzhong au Jiangsu en 1932, tout d'abord encadré par des notables (*voir* Dai Shifu) puis radicalisé par des meneurs paysans

(12) *Ibid.*, p. 125.

(13) Cette hypothèse peut être éclairée par la biographie d'un militant comme Xu Yamei, à cheval sur nationalisme et communisme dans le Shanghai des années 1930. Sur le mouvement ouvrier à l'époque de la guerre civile (1946-1949), et sur l'attitude du P.C.C. à son égard, *voir* Pepper (1978).

(14) Sur les caractères traditionnels de l'agitation rurale, sur la condition paysanne et son évolution sous la République, sur les formes de l'intervention communiste et sur le rôle des sociétés secrètes, *voir* les travaux de L. Bianco : Bianco (1967), chap. IV ; in *Politique étrangère*, n° 2, 1968 ; *The Journal of Peasant Studies*, vol. II, n° 3, avril 1975 ; in Chesneaux (1970) ; in *Cambridge History of China*, vol. 13 (à paraître).



Li Dazhao



Chen Duxiu



Zhang Tailei



Cai Hesen



Xiang Jingyu



Zhao Shiyan



Xiao Chunli



Yun Daiying



Wei Jingsheng



1924. Les membres de la section parisienne de la Ligue des Jeunesses communistes chinoises.

Zhou Enlai (1^{er} rang, 4^e à partir de la gauche).

Li Fuchun (1^{er} rang, 6^e à partir de la gauche).

Nie Rongzhen (1^{er} rang, 1^{er} à gauche).

Deng Xiaoping (3^e à partir de la droite au dernier rang).



Zhou Enlai à Paris comme étudiant-travailleur



Su Zhaozheng



Deng Zhongxia



Peng Pai



Lu Deming



De gauche à droite : Yang Shangkun (2°), Peng Dehuai (3°), Li Kenong (4°), Ye Jianying (6°), Zhou Enlai (7°). Fujian, 1933.



De gauche à droite : Mao Tse-tung (assis, 2°), Zhu De (assis, 3°), Lin Biao (assis, 4°), He Changgong (assis, 5°), Chen Geng (debout, 4°).

INTRODUCTION HISTORIQUE

(voir Dai Zhongxuan). Ajoutée aux mécanismes classiques de ce qu'E. Labrousse nommait « l'imputation au pouvoir », la structure clanique émousse le contour des classes et érode les conflits « verticaux ». En revanche, elle multiplie les conflits « horizontaux » (entre villageois et villages), à un degré inconnu en Europe. Quelle que soit la cible ou l'ampleur du mouvement, la cause immédiate semble toujours dériver d'une réaction d'autodéfense du groupe contre tout ce qui compromet son équilibre précaire, autrement dit contre toute atteinte au *statu quo* (qu'il s'agisse d'une « nouveauté » d'ordre humain — augmentation de l'impôt, passage de la soldatesque, rapine des bandits, corvée, etc. — ou bien d'ordre naturel — mauvaise récolte, inondation, sauterelles, typhons, causes de disette et de famines).

Autodéfense du groupe contre toute espèce de *res novae* plutôt que lutte d'une classe contre un système socio-économique : ce caractère fondamental fait de l'agitation rurale traditionnelle non point un « mouvement », mais une myriade de mouvements rarement coordonnés et/ou coalisés, non point la chose des seuls paysans mais l'affaire de la communauté dans son ensemble et singulièrement des « cadres » traditionnels de cette communauté (sociétés secrètes, notables). Pour être désorganisée et dépourvue de projet global, elle n'est pas, en effet, sans organisation dans le détail ni privée de toute idéologie. A certaines époques (chute de telle ou telle dynastie, guerre des Taiping, des Nian dans les années 1850-1860), ces cadres lui ont même permis de dépasser ses limites traditionnelles en s'érigeant en contre-pouvoir rival de l'ordre confucéen et de l'Empire. Rien de tel pourtant sous la République, même si la société secrète des Hongxianghui (Piques rouges) tient tête aux plus puissants *junfa* dans la grande plaine de Chine du Nord en 1926-1927.

Bien que la misère de l'immense majorité de la paysannerie, ainsi que l'ubiquité de cette misère, aient facilité l'action des Communistes, il ne semble pas qu'une aggravation tendancielle des causes « objectives » de cette misère — rente, usure, pression fiscale, concentration foncière — ait contribué à déclencher la révolution dans les campagnes. On a eu tendance, à la suite des communistes chinois eux-mêmes — Mao, Chen Boda — ou à celle de sympathisants (Chen Hansheng), à postuler une telle aggravation ainsi que le passage direct de la misère à la révolution. Or il n'y a eu de mouvement paysan révolutionnaire que dans la mesure où la paysannerie a été mobilisée et encadrée par des agitateurs venus des villes — de la révolution urbaine. Suivant le mot de L. Bianco, les paysans eux-mêmes n'auront été que « la piétaille » d'une révolution qu'ils n'auront ni voulue ni conduite et dont les fins ultimes leur sont imposées (comme au reste de la société) par la petite élite révolutionnaire qui a su capter et canaliser leur potentiel de fureur aveugle et dispersée.

La révolution paysanne a donc dépendu de la *présence* communiste (les Nationalistes changeant de camp en 1927), autrement dit de facteurs « subjectifs » ou encore de la mise au point et de l'application d'une *stratégie rurale*. Contrairement au mythe explicatif (forgé par les révolutionnaires communistes à leur usage propre et contre le régime nationaliste) ainsi qu'à l'attente des théoriciens de Moscou, ce facteur détermine une

INTRODUCTION HISTORIQUE

corrélation inverse avec les foyers de modernisation du pays. En effet, si l'implantation initiale des agitateurs ruraux a tout d'abord ensemencé le mouvement paysan dans des provinces (Guangdong, Hunan, Hubei) relativement riches, leurs migrations ultérieures (aux confins montagneux de ces mêmes provinces, puis dans le Nord-Ouest encore plus déshérité au lendemain de la Longue Marche) l'ont développé (tout en l'éteignant dans ses foyers d'origine) dans quelques-unes des régions les plus reculées, les plus closes, les plus immobiles de la Chine « traditionnelle » mais par là beaucoup plus favorables à l'éclosion d'une guérilla rurale et au maintien du « pouvoir rouge ».

Trait commun à la stratégie ouvrière et à la stratégie paysanne, l'action prépondérante, *sélective* même, du contexte stratégique (militaire, politique) joue à tous les niveaux, y compris à celui du district et du village, où elle suggère aux premiers agitateurs la nécessité d'instaurer un *pouvoir* protecteur. Dans les années 1920 au cours desquelles la stratégie rurale s'élabore, cette évolution, encore au stade microscopique et dispersé, donne lieu à de multiples incidents avec les autorités locales du Guangdong tandis qu'à Canton celles du G.M.D. adoptent une attitude ambiguë. Or sans l'action protectrice et coordinatrice du pouvoir révolutionnaire, le mouvement n'est pas seulement vulnérable, il est dispersé et impuissant. Cette dispersion (ou, sous l'angle « subjectif », la défaillance organisationnelle du P.C.C. dans les campagnes et celle du G.M.D. en tant que pouvoir révolutionnaire) fait la faiblesse et la perte du mouvement potentiellement puissant des années 1926-1927 au Hunan et au Hubei. Acquis par la reconversion rurale du P.C.C. au cours des années 1930-1940, le nécessaire passage au pouvoir n'est pas instauration d'un double pouvoir dans un même lieu (au sens léninien du terme, qui a brouillé la vision des stratèges soviétiques en 1927). Dans la mesure même où il s'effectue en marge des concentrations urbaines du pouvoir en privilégiant de surcroît les campagnes qui en sont le plus éloignées, il entraîne la création de « zones libérées » (dites soviets avant 1937, « régions-frontières » (*bianqu*) par la suite) entièrement dominées et administrées par le « pouvoir rouge » : de proche en proche, la ruralisation se fait passage à l'État, les communistes redécouvrant à l'occasion d'un détour inattendu la vocation « constructrice » et gouvernementale que Sun Yat-sen avait assignée à la révolution chinoise à partir de son détour militaire.

Si ce passage a fait problème, c'est paradoxalement plus *après* la rupture de 1927-1928 que lors du changement de modèle. A cette date, quelques isolés (dont Mao, qui n'est pas plus l'auteur unique de ce renversement-là que de la stratégie rurale des années 1920) improvisent la guérilla et fondent les premières « bases rouges » sur les décombres de la révolution urbaine dans l'indifférence générale. Puis lorsque Moscou a reconnu l'importance de leurs initiatives, il leur faut en défendre la spécificité contre les hommes de Moscou qui, tel Li Lisan en 1930, cherchent à capter les forces de la révolution des campagnes afin de ressusciter celle des villes. C'est d'ailleurs contre Li Lisan que Mao fait œuvre originale en précisant la stratégie et les méthodes de la « guerre révolutionnaire » dans les campagnes. Pourtant, c'est après la défaite de Li Lisan que le pro-

INTRODUCTION HISTORIQUE.

blème du lien entre la révolution agraire, l'action de l'Armée rouge et l'implantation territoriale se pose dans toute son acuité.

Tandis que l'arrivée au Jiangxi (en 1931-1932) des dirigeants shanghaiens pourchassés par le G.M.D. (Zhou Enlai et les Vingt-huit Bolcheviks), lui confère toute l'animosité d'une intense lutte factionnelle, la consolidation par Mao des bases rouges du Jiangxi contre les trois premières « campagnes d'annihilation » nationalistes et l'évolution de la stratégie adoptée par Chiang Kai-shek (qui privilégie l'encercllement et la guerre d'usure au cours des deux ultimes campagnes en 1932-1933 et 1934) soulèvent la question de la pertinence d'un « modèle » maoïste encore dans l'enfance puisqu'il se confond alors avec la stratégie et la tactique de la guérilla. Mettant l'accent sur la mobilité d'une armée soigneusement sélectionnée sans liens directs avec le territoire sur lequel elle opère (ces opérations comportant d'ailleurs de nombreux coups de main contre des villes d'importance moyenne à fins de ravitaillement, d'équipement... et de recrutement), la guérilla donne la priorité à la sauvegarde de l'instrument militaire sur celle du territoire et de la population. En accord avec certains généraux hostiles à Mao (tels Peng Dehuai et Liu Bochong), les nouveaux-venus se réclament d'une logique diamétralement opposée pour laquelle la base territoriale, prioritaire, doit étoffer l'armée (au moyen d'une large conscription faisant appel au recrutement sur place et souvent forcé d'un grand nombre de paysans : près de 200 000 en 1934), la mission principale de cette armée étant de défendre l'enclave soviétique contre toute pénétration ennemie, soit au moyen d'une « bataille de l'avant » (4^e contre-campagne en 1932-1933), soit par une guerre de position (5^e contre-campagne, 1934). Cette stratégie l'emporte après la conférence de Ningdu (Jiangxi, août 1932), qui détermine la mise à l'écart de Mao jusqu'à ce que l'écrasement de toute façon imparable des soviets à l'automne 1934, en provoquant le recours à la fuite (dite Longue Marche, octobre 1934-octobre 1935 pour celle des troupes venues du Jiangxi), redonne tout son sens aux méthodes de la guérilla. Et toute son autorité à leur défenseur : Mao reprend la tête de l'armée et prend celle du Parti lors d'une halte à Zunyi, dans le Guizhou (janvier 1935) (15). Par la suite, dans les régions-frontières du Nord-Ouest, il admettra d'autant mieux la logique de la territorialisation (notamment dans le recrutement des soldats) qu'il en sera devenu le maître et qu'il ne renoncera en rien à la souplesse tactique de la guérilla : Yan'an, capitale de guerre du P.C.C. (dans la province du Shensi) sera évacuée en 1947...

Protecteur et coordinateur, le pouvoir révolutionnaire doit être également mobilisateur. Car si la spontanéité paysanne n'entraîne pas la révolution au plan global, dans le détail — au niveau local des *xian* (sous-préfectures) et des villages — c'est l'attentisme plutôt que l'engagement qu'elle favorise, même en présence des communistes. Le paysan ne s'engage vraiment à leurs côtés que lorsqu'ils l'ont impliqué dans l'ordre nouveau (en lui faisant prendre parti dans le partage des terres et la terreur « rouge »), et s'il a le sentiment que leur pouvoir est fait pour durer.

(15) Sur les controverses stratégiques du Jiangxi et la conférence de Zunyi, voir Hu Chi-shi (1982) et les biographies de Luo Ming et Otto Braun...

INTRODUCTION HISTORIQUE

Mais une fois vaincu l'attentisme initial, c'est une lame de fond niveleuse et une violence déchaînée qui soulèvent la « base » paysanne. Face à cette dynamique aveugle, qui peut contrecarrer la stratégie d'ensemble du Parti s'il s'agit (comme en 1926-1927) de ménager telle ou telle catégorie de propriétaires fonciers, ou (en 1948-1950) les paysans « moyens » et même riches, le pouvoir doit être capable d'endiguer les fureurs qu'il a déchaînées. Incitation et contrôle : tels sont les deux volets de la mobilisation dont le maoïsme des années 1940, avec la « ligne de masse » (*qunzhong luxian*), fait un grand art, également destiné à *perpétuer* la dynamique « révélée » une fois passé le séisme révolutionnaire et, plus généralement, à dialectiser les rapports de l'État avec la société civile. Bien que cette volonté mobilisatrice soit un aspect original et substantiel du « communisme de guerre » à la chinoise (dû sans doute au fait que le passage de l'agitation révolutionnaire à la gestion gouvernementale s'accomplit en plein cœur d'une révolution largement ouverte par son nationalisme et sa modération), il reste que tous les pouvoirs de l'élite révolutionnaire confluent en un pouvoir d'État utilisant la paysannerie comme assise « matérielle » (économique, démographique) d'un État et d'une armée qui répondent à d'autres fins que celles de la révolution paysanne, s'installent dans les villes et adoptent un modèle de développement prélevant sans contrepartie le surplus agricole. Politiquement, la stratégie rurale *sui generis* du P.C.C. ruralisé et étatisé des années 1930-1940 n'est donc guère plus adéquate que la stratégie ouvrière mise au point sous l'empire du modèle russe des années 1920. Mais un raffinement technique bien supérieur a fait d'elle le solide pivot d'une « alliance inégale » (L. Bianco), la pierre de touche du nouvel Empire.

Si la stratégie rurale mûre des années 1930-1940 a deux étapes (guérilla, étatisation) et deux visages (mobilisation, canalisation), elle se présente au départ, dans les années 1920, sous un double aspect. Il lui faut d'une part s'affirmer au sein d'une stratégie à prépondérance urbaine ; d'autre part, elle est mise au point des techniques de mobilisation et d'encadrement indispensables à la pénétration et au contrôle de la paysannerie.

Nécessité d'une approche pragmatique, concrète, respectant les préoccupations immédiates et les superstitions des paysans : de la découverte des réalités paysannes (comparable à celle que les militants urbains font des réalités du « monde du travail ») en 1922-1923 au vertige des soviets ruraux et de la terreur rouge (hiver 1927-1928), cette mise au point est l'œuvre pionnière de Peng Pai dans les districts de Haifeng et Lufeng à l'est du Guangdong. L'exception qui confirme la règle : Peng est en effet le seul communiste d'importance à passer directement de la révolution intellectuelle et idéaliste du 4 mai à l'agitation paysanne (dont un Li Dazhao, par atavisme populisant, ne fait que l'expérience intellectuelle dans un bureau pékinois). Sans doute l'art de la révolution rurale n'est-il pas sa chose exclusive. En 1924 Yun Daiying (ex-anarchiste qui avait parcouru les campagnes du Sichuan à l'été 1921 avant de se rallier au P.C.C. et à l'orientation urbaine des communistes) élabore une sorte d'ABC du communisme rural dont les préceptes recoupent l'expérience de Peng Pai. Renouant (la même année) avec la tradition agraire du sunyatsénisme, le

INTRODUCTION HISTORIQUE

G.M.D. ouvre un Bureau paysan (*Nongminbu*) ainsi qu'un Institut des cadres du mouvement paysan chargés, respectivement, de coordonner l'action des militants dans les campagnes et de former ces militants. En 1925-1926, tandis que les associations paysannes (*nongmin xiehui*) se multiplient dans le Guangdong (où plus de 600 000 paysans sont fermement organisés à l'abri du pouvoir nationaliste), des émules de Peng Pai — Mao Tse-tung au Hunan, Fang Zhimin au Jiangxi — élargissent le mouvement aux provinces périphériques (mais leur action, dépourvue de « parapluie » politique, n'est rien comparée au raz de marée qu'entraînera l'arrivée des armées nationalistes à l'automne 1926). Toutefois, c'est à Haifeng et à Lufeng que l'expérience est la plus continue et surtout qu'elle va le plus loin : jusqu'au partage « terroriste » des terres et à l'instauration d'un mini-État communiste, le « premier gouvernement soviétique de Chine » (Shinkichi Eto). Suivant le mot de L. Bianco, l'apanage du devancier de Mao est bien la « matrice » de la révolution rurale à venir.

Mais rien de plus que la matrice. Tout comme son équivalent nationaliste (qui d'ailleurs lui sert de couverture officielle), le mouvement paysan communiste n'est qu'un microcosme négligé et dépourvu dans le macrocosme ouvrier et bourgeois d'un Front uni centré sur les villes. En théorie et en paroles, la « question paysanne » (*nongmin wenti*) s'est pourtant imposée sur un pied d'égalité. Dès 1923, le choc théorique du Front uni lui donne droit de cité, comme nous l'avons vu, dans les spéculations communistes ; en 1924 Sun Yat-sen fait de la réforme agraire l'une des priorités programmatiques du G.M.D. ; en 1925-1926, le Komintern (sous l'influence de N. Boukharine et de sa nouvelle N.E.P.) la déclare au « centre » de la « question chinoise » (16). En pratique, toutefois, c'est l'inverse : aucun des deux partis (G.M.D. et P.C.C.) ne parvient à constituer une organisation rurale à la hauteur de ses ambitions déclarées, l'ironie voulant que chacun (mais aussi l'I.C. pour le compte du P.C.C.) compte sur l'autre afin de combler cette lacune. De part et d'autre, seuls les minoritaires du « courant paysan » qui travaillent en symbiose jusqu'en 1926 mais n'en sont pas moins rivaux se refusent à abandonner à la « concurrence » (communiste ou nationaliste) la force sociale et le terrain dont il ont deviné le caractère décisif (17). Comme l'agitation sociale qu'ils provoquent au Guangdong par leur obstination déborde le cadre du Front (union nationale avec les propriétaires patriotes, limites étroites d'une réforme agraire très modérée), le P.C.C. est vite menacé de débordement tant par une base paysanne mal tenue que par un encadrement (surtout s'il provient des Jeunesses communistes) souvent indifférent aux consignes de modération venues d'en haut. Bien qu'elle engendre d'incessants conflits locaux — dans lesquels se forge l'expérience stratégique dont nous avons parlé (18) — cette menace est supportable (et supportée)

(16) Sur l'évolution « paysanne » du Komintern et sur celle du modèle appliqué à la révolution chinoise, voir Chevrier in *Extrême-Orient, Extrême-Occident*, n° 2, 1983.

(17) Ce calcul est tout autant celui d'un Liao Zhongkai ou d'un Gan Naiguang au sein du G.M.D. que d'un Peng Pai ou d'un Mao Tse-tung au sein du P.C.C.

(18) Sur ces conflits, voir Hofheinz (1977).

INTRODUCTION HISTORIQUE

tant que le mouvement paysan demeure un phénomène marginal. Mais à partir de l'automne 1926 l'arrivée de l'Expédition du Nord lui confère au Hunan, au Hubei et (accessoirement) au Jiangxi une ampleur sans commune mesure avec les prodromes cantonnais (19). La « question paysanne » devient bien alors dans les faits la « question centrale » de la révolution chinoise. Mais s'il contraste avec l'immémoriale agitation spontanée des campagnes, le mouvement paysan communiste de 1927 n'est en rien la « répétition générale » de celui qui précède la victoire de 1949 : son caractère incontrôlé et dispersé souligne au contraire la réussite des années 1940 puisque (avant le tournant radical de 1946) le maoïsme s'est édifié, mais avec d'autres moyens, sur une réforme agraire aussi modérée que celle à laquelle les paysans mal encadrés de 1927 n'ont pas voulu se plier dans la mouvance communiste ni se rallier au-dehors.

ÉCHEC DU MODÈLE RUSSE ET « GAUCHISME » URBAIN (1927-1931)

C'est toute la révolution manquée de 1927 qui appelle une remarque identique. Marquée par la conjonction de la *Beifa* (déclenchée en juillet 1926 sous Chiang Kai-shek, l'ultime Expédition du Nord conquiert le sud du Yangzi à l'automne, le bas Yangzi au printemps 1927 puis s'enlise une année durant pour cause de dissensions internes, Pékin tombant en juin 1928) et du mouvement paysan « induit » dans les provinces du Centre, elle annonce bien par ses aspects militaires et paysans ceux de 1949, mais en creux : les communistes, qui ne contrôlent pas l'instrument militaire, s'en font écraser sans savoir troquer leurs rares concentrations urbaines (qui leur sont de peu d'utilité contre les armées) pour les campagnes, où le soulèvement paysan « dérape » et se dissipe en pure perte. En situant l'épicentre du drame à Shanghai, H. Isaacs (*La Tragédie de la révolution chinoise*) et A. Malraux (*La Condition humaine*) n'ont fait que flatter nos habitudes historiques, celles mêmes que la rencontre entre la modernité chinoise et le bolchevisme conquérant d'Octobre avait semblé valider pour la Chine au lendemain du 4 mai. Le débordement rural et militariste du modèle urbain compte bien plus que l'écrasement des piquets de grève communistes de Shanghai le 12 avril 1927. Ce débordement est la preuve même que le modèle était inadéquat non seulement dans sa manière de délimiter et de traiter telle ou telle classe, mais dans son aveuglement aux particularités d'ensembles du champ politique et social chinois. La bourgeoisie n'était pas seulement « mince », « faible » et dévorée de « féodalisme » : elle n'était présente que dans quelques enclaves géographiques où, à la rigueur (à supposer fondée la vocation révolutionnaire que lui prêtait un autre mythe, celui de la « bourgeoisie nationale »), elle

(19) Le célèbre *Rapport d'enquête sur le mouvement paysan dans le Hunan* (mars 1927) témoigne de ce « bond en avant », tant qualitatif que quantitatif, dans la province natale de Mao, mais d'une manière visionnaire qui reflète plus l'optimisme du révolutionnaire volontariste et la situation de quelques districts particulièrement agités que celle de toute la province ou, à plus forte raison, de toute la Chine rurale.

INTRODUCTION HISTORIQUE

aurait pu prendre la tête de la révolution paysanne, comme en 89 ; mais celle-ci bat son plein dans d'autres enclaves... Prendre Shanghai, ce n'était pas *ipso facto* (comme avec la prise de l'Hôtel de Ville ou des Tuileries) prendre une option sur la Chine : devenue claire avec le 12 avril, celle de Chiang Kai-shek reposait sur des assises militaires et territoriales bien plus larges. Encore le généralissime ne contrôlait-il qu'une zone et qu'une armée tout juste assez puissantes pour lui permettre d'imposer sa loi aux grands feudataires absorbés plutôt que vaincus par la *Beifa*. Funeste aux communistes dont elle fait éclater le modèle, la contamination militariste est par elle-même une dimension éclatée... tant des conflits de 1926-1928 que du régime qui en résulte : l'unité rétablie devra être complétée et défendue sans relâche par Chiang Kai-shek jusqu'à l'invasion japonaise de 1937 qui la fait voler en éclats... Du côté communiste, évanouies les illusions de la modernité, l'entreprise révolutionnaire s'est lovée dans le vieux fond chinois en s'enclavant, en se militarisant — en se développant sous l'angle « subjectif » comme nous l'avons vu : le maoïsme n'est rien d'autre qu'une adaptation réussie à cette situation après la brutale mutation — éclatement du modèle et perte des villes — du printemps et de l'été 1927.

Souvent rendu responsable de l'échec pour s'être « mis à la remorque du G.M.D. et de la bourgeoisie » (accusation trotskyste reprise par H. Isaacs), le Komintern a lui aussi tenté d'adapter sa stratégie aux nouveautés de 1927, mais il s'est arrêté en chemin (20). Paradoxalement, l'adaptation consistait à ne pas rompre avec le G.M.D. en dépit de claires menaces de « trahison ». Acquis dès le printemps 1926 à la suite d'un premier coup de force de Chiang Kai-shek (Canton, 20 mars 1926), puis matérialisé dans l'alliance du P.C.C. avec la gauche nationaliste de Wang Jingwei au sein d'un gouvernement anti-Chiang installé à Wuhan à la fin de l'année 1926, ce calcul (qui d'ailleurs n'excluait pas Chiang) reposait sur un constat réaliste faisant du G.M.D. l'intermédiaire des communistes auprès des forces armées et le cadre grâce auquel ils pourraient « tenir » la révolution rurale. En réalité, sous un flot rhétorique nécessité par les attaques trotskystes (7^e et 8^e plenum du C.E.I.C., novembre 1926, mai 1927), Moscou sacrifiait la paysannerie à la collaboration militaire puisque le G.M.D., aussi mal loti que le P.C.C. en tant qu'organisation révolutionnaire capable de piloter un soulèvement paysan, virait à droite (en « normalisant » les campagnes) tout d'abord dans le mouvement de Chiang au Guangdong et au Jiangxi (dès l'automne 1926) puis, sous l'impulsion des généraux, dans celle de la gauche nationaliste au Hunan et au Hubei (printemps 1927). En théorie (boukharinienne, relayée par N.M. Roy et Qu Qiubai à Wuhan), le P.C.C. était chargé de faire la révolution à l'intérieur des « appareils » afin que le G.M.D. et, à travers lui, l'armée, fissent la révolution dans le pays. Incapable de concilier sur le terrain les exigences contradictoires de cette dialectique, Borodine fit

(20) La crise de 1927 a suscité d'innombrables interprétations, pour la plupart trop partielles et trop esclaves des thèses trotsko-isaaciennes. Nous avons développé (*art. cité.* et Chevrier (1983)) celle qui suit à partir d'intuitions fort justes de B. Schwartz (1951).

INTRODUCTION HISTORIQUE

toutes les concessions qu'imposait l'impératif prioritaire à ses yeux de la collaboration. Mais ces concessions, vigoureusement dénoncées en Chine avant, pendant et après le V^e congrès du P.C.C. (Wuhan, avril-mai 1927) par une phalange très critique (Chen Duxiu, Peng Shuzhi, Cai Hesen, Qu Qiubai, Zhang Guotao, Li Lisan, Mao Tse-tung, Roy) ne purent empêcher la rupture, tout d'abord œuvre de Chiang à Shanghai (12 avril 1927) puis de Wang Jingwei à Wuhan (juillet).

On voit que sous le vernis socio-économique d'un discours volontairement intangible, Moscou s'écarte du « pur » modèle de 1917 — afin de faire droit tant à l'expérience acquise pendant la guerre civile russe qu'aux particularités de la situation chinoise — mais seulement par G.M.D. interposé. Ces limites à la militarisation et à la ruralisation de la stratégie officielle étaient d'autant plus graves que le médiateur choisi était pourvu (en sus d'une aide appréciable en experts et en matériel) d'une organisation conforme au modèle organisationnel bolchevique, qui l'a rendu d'autant moins manœuvrable. La théorie a été chargée de démontrer par l'analyse du développement économique et des luttes de classes le bien-fondé d'une formule dont le maintien était rendu nécessaire par l'absence d'une solution de rechange purement communiste. Cette solution de rechange ne s'impose qu'à partir du moment où les différentes factions nationalistes ont rompu l'alliance en chassant le P.C.C. des villes. Comme elle sert avant tout à masquer l'échec du Komintern au moment où Staline et Boukharine se défont de Trotsky (été-hiver 1927), son impréparation et son radicalisme débridé (passage à l'« étape socialiste », soviets) lui confèrent le caractère artificiel d'une fuite en avant, d'un véritable « délire » du modèle. Mais pour être aventurés, les soulèvements (qui sont autant d'échecs) de Nanchang (début août), de la Moisson d'automne (Hunan, Hubei, septembre), de la Commune de Canton (décembre), des soviets de Hailufeng (novembre 1927-février 1928) ne sont pas entièrement irréalistes. La nouvelle stratégie est ostensiblement centrée sur ce que l'ancienne n'avait concédé qu'indirectement (et honteusement) à la réalité chinoise : les armées, les campagnes. Reste que son objectif est la reconquête des grandes villes, afin d'y faire rebondir la révolution. Tout en reconnaissant l'utilité des moyens hétérodoxes qui feront le maoïsme, Moscou n'envisage nullement l'innovation stratégique essentielle qui va séparer les deux modèles : il n'est pas question d'un détour entièrement rural, d'une révolution dans les campagnes sans révolution dans les villes.

Moscou n'a donc pas ignoré et/ou rejeté la ruralisation (comme on l'a souvent dit), mais l'a sollicitée en l'intégrant à sa perspective traditionnelle, l'élargissement des assises de la révolution allant de pair (comme dans le cadre des Fronts unis des années 1920 ou 1930) avec un *recul* de l'échéance révolutionnaire. Ce tournant important est pris à l'été 1928 (VI^e congrès de l'I.C. et du P.C.C.) (21). Auparavant deux réalités nouvelles se sont imposées sur le terrain.

La première est la codification en Chine même des « insurrections

(21) Thornton (1969) établit clairement ce point.

INTRODUCTION HISTORIQUE

armées » de 1927 en un gauchisme urbain cherchant à ressusciter *tout de suite et en grand* la révolution chinoise au moyen de grèves insurrectionnelles dans les grandes villes couplées avec des offensives militaires (en provenance des bases rurales) sur ces mêmes centres urbains (en général ceux du moyen Yangzi). Condamné en 1928 par l'I.C. (l'esbrouffe des « insurrections armées » n'ayant plus lieu d'être dès lors que le blâme est tombé sur les exécutants chinois (22) et que Trotsky a été mis à l'écart), ce « putschisme » est systématisé par Li Lisan en 1929-1930 après avoir été théorisé par Lominadzé, Neumann et Qu Qiubai en 1927-1928. Plus importante, la seconde nouveauté est la naissance — discrète, comme nous avons vu — d'une petite diaspora rurale à la suite non tant des échecs de Shanghai et de Wuhan que des mouvements de repli nécessités par les défaites de l'été et de l'automne 1927. C'est en refusant d'attaquer Changsha puis en cherchant refuge aux confins sous-peuplés et sous-administrés du Hunan et du Jiangxi (les monts Jinggang) que Mao « invente » la guérilla et les « bases » rurales. Mais d'autres « cendres dispersées par la défaite » (C.M. Wilbur), soumises aux mêmes conditions, rompent de même avec l'horizon urbain : Fang Zhimin, He Long, Xu Haidong, Liu Zhidan, etc., sont les coauteurs d'une mutation technique riche d'avenir, auxquels Mao n'hésite d'ailleurs pas à rendre hommage lorsque la polémique qui l'oppose à Li Lisan en 1929-1930 lui donne l'occasion d'esquisser un modèle stratégique entièrement nouveau (23).

La rencontre décisive entre gauchisme urbain et révolution rurale naît moins cependant de la « ligne Li Lisan » elle-même que de ses ruines. Les dirigeants des bases du Jiangxi ont pu se dérober, pour l'essentiel, à la grande offensive décrétée par Li (été 1930), mais ils ne peuvent esquiver l'arrivée au Jiangxi de leurs supérieurs légitimes du B.P. dès 1931-1932. Envenimée par l'intervention directe de Pavel Mif et de Wang Ming, chefs de file des Vingt-huit Bolcheviks, la lutte des factions shanghaiennes du P.C.C. engendrée par la succession de Li Lisan a été telle que les organisations clandestines du Parti se sont effondrées en 1931. Tout en abandonnant le mouvement ouvrier aux syndicats officiels, cette deuxième perte de Shanghai détermine l'exode des nouveaux adversaires de Mao : Zhou Enlai, Xiang Ying, Qin Bangxian (alias Bo Gu), Wang Ming représentant le P.C.C. à Moscou jusqu'en 1937 (il n'en est pas moins l'épo-

(22) Accusé d'« opportunisme de droite », Chen Duxiu a été démis de ses fonctions de secrétaire général du P.C.C. le 7 août 1927 lors d'une conférence expéditive convoquée par Lominadzé.

(23) Cette polémique, comme nous l'avons dit, permet à Mao de creuser un sillon plus original en théorisant *sous l'angle rural* les conditions et les pratiques de la guérilla : caractère fragmenté de la scène politique et militaire, le « pouvoir rouge » pouvant « exister » aux interstices d'une société semi-féodale arriérée et éclatée ; fait nouveau d'une révolution progressant non plus à égalité dans les villes et dans les campagnes (Moscou) ou par vagues larges et rapides (Li Lisan), mais lentement et par petites poches enclavées (aux accrocs du tissu rural). Ces considérations, auxquelles Mao s'est bien gardé de donner tout leur prolongement, suffisaient à ériger un modèle révolutionnaire différent. Plus disert sur un aspect d'apparence (mais d'apparence seulement) technique, le Mao des *Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire* (1936) ira plus loin dans l'opposition de sa doctrine (la guérilla) aux aspects militaires du modèle russe repris par ses adversaires de 1932-1934 (voir Hu Chi-hsi (1982), p. 76).

INTRODUCTION HISTORIQUE

nyme, avec Qin Bangxian de la « ligne Wang Ming-Bo Gu » des annales maoïstes). Mais comme nous l'avons vu, la querelle factionnelle des années 1932-1934 se nourrit d'une polémique stratégique qui porte moins sur l'opposition villes/campagnes (encore qu'au début de l'année 1932 cette opposition joue, les nouveaux venus tentant de ressusciter la ligne Li Lisan sur une échelle plus modeste) que sur la manière de construire l'armée, de gérer la révolution agraire et de défendre les soviets. Tandis qu'en attendant la reconquête partielle de l'opinion publique à la faveur de la résistance antijaponaise le P.C.C. n'est plus présent à Shanghai qu'à travers les débats élitistes de la Ligue des écrivains de gauche, les campagnes sont bien devenues, y compris aux yeux des « hommes de Moscou », le centre de gravité du mouvement révolutionnaire.

RENAISSANCES RURALES ET VICTOIRE MILITAIRE DU COMMUNISME (1928-1949)

La migration rurale de la révolution et du communisme à partir de 1928 sanctionne la minceur socio-économique de la modernité chinoise. Encore faut-il écrire le mot migration (ou celui de renaissance) au pluriel, car la première expérience de la révolution rurale, celle des soviets du Jiangxi (1928-1934), se solde par une débâcle militaire presque fatale — la glorieuse Longue Marche des annales légendaires — qui transplante le mouvement du Sud-Est au Nord-Ouest (dans le Shenxi) d'octobre 1934 à octobre 1935. C'est alors que l'histoire sollicite les guérilleros par le biais de l'invasion japonaise (été 1937) : ils se font les porte-parole et les maîtres d'œuvre d'un nationalisme devenu paysan, retrouvant ainsi le ciment national qui avait rendu possible la révolution urbaine des années 1920. Mais tout en permettant au P.C.C. de concurrencer le G.M.D. auprès de l'opinion urbaine, ce nationalisme n'est plus le fait d'une élite ; il prend les allures d'une immense lame de fond populaire (paysanne) : c'est en se confondant avec la résistance paysanne que la seconde renaissance rurale du communisme change l'échelle du mouvement (24). Au terme de la guerre sino-japonaise (1937-1945), le P.C.C. qui a décuplé ses effectifs et ceux de son armée (chacun approchant ou franchissant le seuil du million) est un parti-État régnant sur quelque cent millions de paysans en Chine du Nord : il s'est donné les moyens, en luttant contre le Japon, de gagner la guerre civile contre le G.M.D. (1946-1949).

(24) Suivant la thèse classique de Johnson (1962), la nature du mouvement est également changée, le facteur national l'emportant sur le social dans la mobilisation des paysans tout en contribuant à affranchir les « communismes partisans » (ou « nationalismes communistes ») — maoïsme et titisme — de la tutelle soviétique. Il semble que Johnson trahisse par excès une observation assez juste, mais difficilement généralisable (puisque les Japonais n'occupaient pas toutes les zones contrôlées par le P.C.C., à commencer par celle de Yan'an). Dans tous les cas, la mobilisation paysanne met en jeu des facteurs sociopolitiques, à travers les médiations organisationnelles que nous avons analysées plus haut : ainsi, la réforme agraire est édulcorée pendant toute la durée de la guerre sino-japonaise et du second Front uni. L'autonomisation du parti obéit également à d'autres facteurs, antérieurs et intérieurs, tout en allant de pair avec un volontaire mimétisme structurel : les paragraphes qui suivent éclairent quelques-uns de ces points.

INTRODUCTION HISTORIQUE

S'il change d'échelle en changeant de lieu (en passant de la ville à la campagne), le communisme chinois change aussi de structures. Ses dirigeants forgent une stratégie et une idéologie qui s'écartent sensiblement du précédent urbain de même que de l'héritage révolutionnaire européen et marxiste, relayé par l'exemple soviétique. L'innovation la plus décisive n'est ni la découverte de la paysannerie comme « classe » révolutionnaire, ni la militarisation de la stratégie rurale, choses acquises dès les années 1920, mais la rupture avec la prééminence de la base urbaine, le rétrécissement du cadre géographique et l'allongement de la perspective révolutionnaire conduisant, de proche en proche, à la constitution d'un pouvoir étatique dans les campagnes. Le nouveau modèle, toutefois, n'altère en rien la *nature* profonde du mouvement. En tuant la révolution rurale au Jiangxi mais en laissant échapper une petite phalange de « professionnels » réduits à l'errance aux confins du monde chinois, la demi-victoire de Chiang Kai-shek en 1934 a donné la preuve « expérimentale » de cette continuité : la sociologie de la révolution compte moins, à la limite, que sa géographie, et sa géographie que son organisation, si bien qu'en dépit de sa profonde originalité, l'expérience chinoise ne trahit pas l'essentiel de son héritage — de son apprentissage — léniniste. Dans la formule maoïste, ce qui compte avant tout, c'est le rôle et la pérennité de l'appareil.

La réussite même de cette formule, pendant la guerre sino-japonaise (1937-1945), finit pourtant par écarter la « voie chinoise » de son modèle. A Yan'an plus longtemps et plus complètement qu'au Jiangxi, le P.C.C. fait l'expérience du gouvernement dès avant la prise (nationale) du pouvoir, si bien que l'élite révolutionnaire change de nature, bureaucrates, cadres et officiers (sans oublier les policiers) l'emportant dès lors sur les personnages types de l'intellectuel, du militant ouvrier et du « guerillero ». En cela pourtant le P.C.C. n'abandonne Lénine que pour imiter plus étroitement l'U.R.S.S. stalinienne, encore que ces retrouvailles avec l'évolution structurelle du communisme soviétique soient l'occasion d'affirmer une double et durable originalité. Dans les méthodes tout d'abord, puisque la volonté mobilisatrice, résultat d'une conjonction entre étatisation et révolution qu'il ne faut pas idéaliser (25), se substitue quand même à la folie répressive du stalinisme en attendant de servir de référence privilégiée, vingt ans après, aux folies extra-staliniennes du maoïsme pendant la Révolution culturelle.

Dans la fonction ensuite, puisque le maoïsme mûr des années 1940 est l'idéologie d'un communisme national dont les emprunts sont volontaires et dont les dirigeants, qui n'ont jamais compté parmi les favoris de Moscou, ont combattu l'influence idéologique de la « faction internationaliste » lors d'un grand « mouvement de rectification » (dit *zhengfeng*) au début des années 1940. Tout en donnant l'équivalent maoïste de la purge et le premier exemple développé des futures campagnes de masse, cette opération a parachevé la prise du pouvoir commencée

(25) Cette idéalisation est le défaut de bien des analyses de la « voie yan'anaise » : voir Selden (1971) et *a contrario*, pour une approche plus critique, Hua Chang-ming (1981), Aubert, Cheng et Leung in *Annales E.S.C.* n° 3, mai-juin 1982.

INTRODUCTION HISTORIQUE

à Zunyi (1935). Acquis grâce à la catastrophe de 1934, la primauté de Mao était précaire : Zhang Guotao la remit en cause au cours même de la Longue Marche, puis Wang Ming revint à la charge de 1935 à 1938 à l'occasion des négociations conduisant au second Front uni (dont l'accord est signé en septembre 1937, après l'invasion japonaise de juillet).

Appliquant les résolutions du VII^e congrès de l'I.C. (1935), Wang Ming souhaitait un Front large, englobant Chiang Kai-shek, au prix de concessions communistes qui eussent permis en retour la réinstallation du Parti dans les villes. L'intervention directe de Staline lors de l'incident de Xi'an (décembre 1936) (26) contraignit Mao à admettre Chiang à la tête du Front (en échange de sa liberté, le Généralissime renonçait à la guerre civile contre les communistes et promettait d'opposer une résistance plus ferme au Japon). Toutefois, les négociations de 1937 permirent aux maoïstes d'éviter les aspects néfastes du premier Front uni : le P.C.C. conservait toute son indépendance territoriale, militaire, organisationnelle et opérationnelle sous des concessions de pure forme. De retour en Chine à la fin de l'année 1937, Wang Ming tenta d'appliquer sa propre conception à Wuhan. Mais le mauvais vouloir des Nationalistes et l'avancée des troupes japonaises firent échouer cette tentative. En octobre 1938, une résolution condamnait sans appel le dernier avatar de la stratégie urbaine. Si l'on excepte l'affaire Gao Gang-Rao Shushi (1953-54), à vrai dire sans grande portée, la suprématie de Mao ne sera plus ouvertement contestée pendant vingt ans, jusqu'à l'affaire Peng Dehuai (1959), c'est-à-dire jusqu'aux déchirements de la pré-Révolution culturelle. C'est donc en consolidant son indépendance à l'égard de Chiang Kai-shek que le P.C.C. a conquis son autonomie en regard de Staline et s'est durablement soumis à Mao.

Bien qu'à long terme l'autonomisation se soit avérée plus durable que la maoïsation, les deux processus sont indissociablement liés dans le creuset des années 1940. La primauté et la « pensée » du « Staline chinois » s'affirment clairement au-dessus d'une équipe dans laquelle l'ascendant de Liu Shaoqi, désormais second de Mao, traduit le rôle croissant des cadres, « venus de l'extérieur », c'est-à-dire non plus de Moscou mais de la révolution urbaine. Plus riche de techniciens, d'experts en toutes sortes, d'intellectuels et d'artistes que de militants ouvriers, cet apport renouvelle l'encadrement en étoffant les gouvernements des zones libérées avant de constituer le noyau des administrations centrale et régionale de la Chine populaire sous Zhou Enlai (rallié à la faction maoïste depuis Zunyi). Quant aux militaires, le VII^e congrès du Parti (avril 1945) ouvre aux plus importants les portes du Comité central. La victoire de 1949 n'altérera ni les structures ni le personnel mis en place au cours des années 1940 : con-

(26) Alors que Chiang Kai-shek pratiquait une politique très impopulaire donnant la priorité à la lutte anticommuniste, les appels à l'union lancés par le P.C.C. allaient au devant du mécontentement de l'opinion urbaine (réveillée en 1935 par le mouvement étudiant du 9 décembre) et de nombreux officiers. Tombé aux mains de celui qui commandait le blocus anticommuniste à Xi'an, Chiang fut peut-être sauvé par l'intervention du Kremlin qui dénonça l'« incident » comme un complot pro-japonais : les communistes (que les rebelles s'étaient empressés de consulter) furent bien obligés de recommander la clémence et de négocier avec Chiang (voir Bianco (1968) et Wu Tien-wei (1976)).

INTRODUCTION HISTORIQUE

trairement à l'organisation léninienne, le parti de Mao Tse-tung et de Liu Shaoqi est parvenu à maturité avant d'avoir achevé sa conquête.

Œuvre de la guerre civile (1946-1949), cet achèvement est bien une conquête militaire. Retardé jusqu'au printemps 1946 par la médiation américaine, l'affrontement sanctionne la dégradation des rapports P.C.C.-G.M.D. intervenue dès avant la défaite japonaise : après l'incident de la 4^e Armée nouvelle (janvier 1941), l'union n'avait survécu que dans la mesure où les deux camps étaient séparés géographiquement (encore qu'une nombreuse armée nationaliste fit le blocus des arrières communistes au grand dam des conseillers américains de Chiang Kai-shek) et parce que la rhétorique patriotique en imposait les apparences face à une occupation étrangère. Trois grandes phases dans l'ultime conflit : après avoir reculé jusqu'au printemps 1947, l'Armée rouge contre-attaque en Mandchourie et en Chine du Nord à partir de l'été 1947, l'offensive se développant en 1948 à mesure que le matériel et les hommes pris à l'ennemi permettent de livrer des batailles de plus grande ampleur. Lin Biao s'empare de la Mandchourie à l'automne 1948, Liu Bocheng et Chen Yi écrasent le gros des forces nationalistes entre le fleuve Jaune et le Yangzi (bataille de Huaihai, novembre 1948-janvier 1949). Ces victoires ouvrent les portes du Yangzi et du Sud, conquis sans difficulté d'avril à octobre 1949. La République populaire de Chine est proclamée le 1^{er} octobre à Pékin, le régime nationaliste se réfugie à Taiwan.

Des facteurs non militaires expliquent ce succès foudroyant. L'Armée rouge est une armée révolutionnaire dont l'arrière est soulevé par une gigantesque révolution agraire : même s'ils sont encadrés et manipulés suivant la dialectique que nous avons vue, des millions de paysans s'affranchissent d'un joug millénaire en participant, dans chaque village, à la « liquidation » de l'Ancien régime (27). Parallèlement, le G.M.D. s'effondre, la désagrégation militaire qui prend toute son ampleur en 1948 (désertions et capitulations font dès lors boule de neige) reflétant et amplifiant la décomposition politique du régime. Tandis que l'immobilisme et la répression aliènent les étudiants, les intellectuels et les petits partis libéraux de la « troisième force » (qui, au départ, étaient loin d'être pro-communistes), l'hyper-inflation, la corruption et l'impéritie indisposent les « couches moyennes » de la société urbaine. Alors que les campagnes non contrôlées par ses armées ne s'agitent nullement, le P.C.C. tire parti de ce pourrissement urbain en ouvrant un « second front » dans les villes. Mise au point dès les années 1940, l'habile propagande de la Nouvelle démocratie rallie les éléments détachés du G.M.D. à une solution patriotique, pluraliste et modérée dans laquelle le Parti sait se faire passer pour l'agent « national » (affranchi de Moscou et luttant contre l'emprise américaine) non point d'un projet socialiste, mais d'une entreprise de salut public visant à moderniser le pays : nombre d'intellectuels jadis hostiles à l'extrémisme agraire s'y résignent en se persuadant que la décapitation de la société rurale ne prélude pas à celle de la société urbaine. Loin d'être una-

(27) Sur la révolution rurale (radicalisée à partir du printemps 1946), voir l'irremplaçable témoignage de Hinton (1966).

INTRODUCTION HISTORIQUE

nime (Taiwan pourra se targuer d'un véritable exode en direction de Hong Kong et des mers du Sud, d'un afflux de réfugiés et d'exilés prestigieux), le ralliement des élites urbaines (source de désillusion après 1949, lorsque des coups de froid successifs dissiperont les brumes unanimistes de la Nouvelle démocratie) compense largement l'indifférence ouvrière quand le P.C.C. décide (en 1948-1949) de mettre fin au détour rural en réintégrant les villes.

Ce rééquilibrage fait de l'achèvement de la conquête une étape importante alors que les moyens sont en place depuis les années 1940 et que les politiques dureront jusqu'au milieu des années 1950. Car si l'ouverture réformiste de la Libération (*jiefang*) est une contrainte légère et vite oubliée, le recentrage urbain va poser au projet communiste lui-même un dilemme redoutable : celui du « développement socialiste » d'une société pré-industrielle surpeuplée à partir d'un « secteur moderne » sous-développé. Parvenu à Pékin, Mao n'a pas songé à être Pol Pot, mais les dérives ultérieures de son « modèle » rachèteront au centuple la sagesse de 1949.

II. DE LA RÉVOLUTION PERMANENTE A LA MODERNISATION : LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE (1949-1983)

On ne saurait en quelques pages donner une idée simple du mouvement « ouvrier » (entendu au sens de mouvement révolutionnaire) dès lors qu'il se confond avec les mouvements d'une société refondue à partir du vieux fonds chinois ainsi qu'avec les convulsions du responsable de la refonte : le Parti communiste. Après avoir été un État dans l'État G.M.D., ce parti devient un pays (peuplé de quelque quarante millions de membres à l'heure actuelle) qui doit se gouverner lui-même en même temps qu'il encadre une société aussi pesante par sa masse (plus d'un demi-milliard en 1949, un peu plus d'un milliard en 1983) que par son sous-développement. Analyser les mouvements (et les inerties) d'une telle masse dans leurs rapports avec le pouvoir est d'autant plus impossible que l'évolution sociale de la Chine populaire est encore plus mal connue que celle de la Chine républicaine. Il faudrait également faire intervenir les variables de l'économie et de la démographie, tant les problèmes de la « construction du socialisme », pour idéologiques qu'ils soient, en ont dépendu directement. Déjà fort sensibles à l'époque héroïque, les différences locales, cadre privilégié de multiples conflits factionnels, deviennent l'un des traits majeurs — sinon le trait dominant — de l'après 1949, bien avant que la révolution culturelle ne les exacerbe au point de défier toute analyse globale. Le survol qui suit ne peut donc qu'effleurer la surface des choses. Quatre époques apparaissent ainsi dans l'histoire de la R.P.C.

De 1949 à 1954, le Parti absorbe la société tout en jetant les bases d'une refonte socio-économique calquée sur le modèle soviétique. De 1955 à 1965, tandis que se déroule une « seconde révolution » (collectivisation,

INTRODUCTION HISTORIQUE

radicalisation) conforme au précédent stalinien, ce modèle est progressivement abandonné sous l'impulsion de Mao Tse-tung. Mais comme les tentatives maoïstes (programme économique de 1955-56, Cent Fleurs de 1956-57, Grand Bond en avant de 1958-59) sont des échecs donnant lieu à autant de replis, patronnés par les responsables de l'appareil (Liu Shaoqi, Deng Xiaoping), l'évolution adopte un profil en zigzags et débouche sur des affrontements factionnels opposant au camp maoïste celui des responsables « orthodoxes » qui, par la force des choses, vont faire figure de gestionnaires pragmatiques hostiles aux chimères du Grand Timonier. Cette « lutte entre les deux lignes » se cristallise après le Grand Bond, le *modèle maoïste* (tout d'abord dirigé contre la Yougoslavie de Tito puis, après la rupture de 1960, contre l'U.R.S.S. de Khrouchtchev) apparaissant comme une machine de guerre destinée à reconquérir le pouvoir (duquel Mao a été plus ou moins volontairement écarté après 1959) en même temps qu'un témoignage d'inquiétude quant au destin de la révolution. 1966-1976 : la reconquête a lieu tandis que ces inquiétudes se donnent libre cours à la faveur de la Révolution culturelle (1966-1969). Résultat inédit d'une conjonction encore plus inédite (le bureaucrate en chef s'en prenant à la bureaucratie), la pandémie factionnelle d'une Grande Terreur décentralisée débouche sur une évolution moins originale : reprise en main de la population (des jeunes urbains en particulier, ex-Gardes rouges exilés au fin fond des campagnes) et luttes factionnelles au sommet. Opposant les clans maoïstes jusqu'à l'élimination de Lin Biao (1971), ces convulsions du « Palais » finissent par retrouver les alignements des premières années 1960 en opposant le camp pragmatique (Zhou Enlai, Deng Xiaoping) à celui de l'ultra-maoïsme (la future Bande des Quatre). Le fait que Mao meurt (octobre 1976) après Zhou Enlai (janvier) vaut une éphémère victoire au second : l'entre-deux-morts se solde par la seconde destitution de Deng Xiaoping (avril 1976). Mais en se faisant l'instrument d'un coup d'État contre les ultras en octobre 1976, le maoïste « modéré » Hua Guofeng ne fait qu'ouvrir les portes du pouvoir au camp pragmatique, toujours puissant dans l'armée et dans les provinces, qui le soutient avant de l'écarter. Sa mise à l'écart progressive va de pair avec une démaoïsation plus habile que la déstalinisation, ayant débouché sur un programme de réformes plus résolu que celui de l'après-Staline.

Comparé au scénario soviétique, le scénario chinois débute à l'heure modérée de la N.E.P. : le communisme de guerre (lui-même modéré) et la guerre civile ont précédé la prise nationale du pouvoir. Puis, du Grand Bond à la Révolution culturelle, l'épisode du volontarisme économique (la collectivisation et les quinquennats) connaît une efflorescence politique sans précédent dans le stalinisme, y compris celui de la Grande Terreur. Les initiatives intempestives d'un leader charismatique instable, tout à la fois Lénine et Staline, rebelle au et défenseur du système, empêchent ce système de se stabiliser face à la société (comme il l'avait fait dès la dernière époque stalinienne) alors même qu'il donne (comme en U.R.S.S.) tous les signes de l'usure économique. Si bien qu'en mettant fin aux menaces et aux excès de la « révolution permanente », la disparition de Mao remplace le pendule à l'heure réparatrice et stabilisatrice d'une nouvelle N.E.P., assortie cette fois de tentatives pour réformer les structures